

Test grandeur nature depuis la capitale

Rabat à l'épreuve de la démocratie

Lire page 2

www.libe.ma

Libération

Directeur de Publication et de la Rédaction : **Mohamed Benarbia**

Prix: 4 DH

N°: 9424

Vendredi 24 Septembre 2021

Alger en perte d'altitude

Le volcan Cumbre Vieja fait des siennes
Présence de dioxyde de soufre dans l'atmosphère



Page 2

La junte algérienne et ses pantins
n'en ont cure des droits de l'Homme



Le dissident et ex-détenu du Polisario
Fadel Brika dénonce le climat de
torture et de répression imposé
par la bande à Ghali

Page 3

Achraf Hakimi, l'enfant du pays
Nouveau prince de Paris



Page 2

*Les stratagèmes de diversion passent cette fois par
la fermeture de l'espace aérien aux avions marocains*



*Un petit détour pour survoler
la Méditerranée...
Comme si de rien n'était !*

Lire page 3

Test grandeur nature depuis la capitale

Rabat à l'épreuve de la démocratie

Parler de deux poids deux mesures, ce serait user d'un euphémisme trop complaisant. Dans le cas d'espèce, les termes les plus vigoureux ne suffiraient pas pour dénoncer ce qui s'est passé et ce qui se passe encore à l'occasion de ces échéances électorales que l'on envisageait sous un tout autre aspect.

Comment, au fait, s'expliquer d'une part l'interdiction infligée aux médias d'accéder à la salle de réunion de la Wilaya de Rabat lors de l'opération de l'élection du maire de la capitale ? Il nous a d'ailleurs été donné d'être témoins d'une vraie mascarade agrémentée d'interminables manigances et vilement orchestrée par « le trio de l'incursion » en vue d'empêcher ladite opération d'aller à son terme après avoir constaté de visu que le scénario préparé partait en ville grâce à la détermination de la majorité démocratique menée par El Hassan Lachguar.

Et d'autre part, dans quel sens devrait-on comprendre les généreux « sauf-conduits » délivrés à d'autres représentants des médias dans toutes les régions ? Mieux, pire plutôt, à Taroudant on a poussé l'outrecuidance et l'effronterie jusqu'à permettre une couverture « médiatique » du « cortège » organisé par la majorité dans son chemin vers la salle où devait se tenir la séance d'élection. Le tout sous haute surveillance pour garantir un vote « libre et transparent » au profit du candidat de ladite tripléte.

Pour quelle raison donc Rabat se trouve affublée de cette fâcheuse exception ?

Il va sans dire que le fait de voir la majorité des membres du Conseil de la ville de Rabat s'accorder sur le choix d'El Hassan Lachguar en tant que maire de la capitale tout en rejetant la candidature de celle proposée pour cette fonction, a dérouté les calculs de « la tripléte de l'incursion » qui, histoire de retarder l'échéance, s'est laissée aller dans un piètre et déplorable spectacle où l'intimidation le disputait à de la simulation de syncope, et à des accusations lancées à tout-va, avec le but déclaré de dissuader celles et ceux menés par El Hassan Lachguar pour un changement à la hauteur de la capitale et de tous les Rbati(e)s.

Tous les regards sont braqués aujourd'hui sur Rabat. Et pour cause. Il s'agit d'un test grandeur nature, une épreuve de la démocratie qui concerne non seulement une ville, mais tout un pays. L'alternative est là, il n'y en pas d'autres : ou nous célébrons toutes et tous une fête de la démocratie qui garantit le respect de la volonté de la majorité au sein du Conseil ou, au contraire, nous serons à l'affront d'une situation hybride qui sabote cette majorité pour en placer « une autre » fondée sur l'intimidation et les menaces et ce, à l'encontre de tous les Rbati(e)s qui aspirent à un lendemain meilleur, la main dans la main avec ceux qui placent l'intérêt général au-dessus de tout autre intérêt, à l'opposé de ceux qui en font un slogan creux.

Nous serions amenés à poser la question suivante : Pourquoi diable s'entêtent-ils à vouloir imposer un fait qui n'en est pas un ? Pourquoi vouloir s'obstiner à aller à l'encontre de la logique démocratique ? A la logique tout court ?

Seraient-ils en mesure de se délaïsser de leurs œillères pour voir la vérité en face ? Pour se représenter ce qui s'est passé à Guelmim, scène d'un drame fait de mort et de sang ?

L'incursion tripartite est désormais là et dans son sillage c'est l'incursion institutionnelle qui se dessine. Aussi faut-il s'unir pour l'affronter, pour que l'on ne soit pas transformés en otage d'une dictature des trois partis en question.

Le rendez-vous d'aujourd'hui vendredi à Rabat, est de ce fait, celui de tous les Marocains. Il nous sera donné de saisir si l'on a affaire aux défenseurs de la démocratie ou au contraire à ceux de l'incursion tripartite. La vision n'en sera que plus claire, même si l'on a eu un aperçu avec les déplorables agissements qui ont marqué la première séance, bloquée par les ennemis de la démocratie.

Preuve, si besoin en est, que l'ère de la dictature de l'incursion a annoncé la couleur et fait part de son intention de s'imposer aux niveaux central, régional et provincial.

Enfin. Puisse Dieu avoir l'âme d'Abdelouahab Belfquih en Sa Sainte Miséricorde.

Libération



Le volcan Cumbre Vieja fait des siennes

Présence de dioxyde de soufre dans l'atmosphère

Jusqu'à présent, le flanc ouest du volcan Cumbre Vieja (vieux sommet) ne s'est toujours pas effondré et cela ne risque pas d'arriver de sitôt (lire notre édition du 21 septembre). En conséquence, la menace d'un méga-tsunami s'éloigne doucement mais sûrement. Mais l'éruption du volcan localisé sur l'île canarienne de La Palma n'épargne pas pour autant le Maroc.

Quand bien même près de 500 km sépare l'île de La Palma des côtes marocaines les plus proches, il se pourrait qu'une grande quantité de dioxyde de soufre recouvre l'Espagne, mais aussi la quasi-totalité du Maroc, si l'on en croit l'Agence de presse ibérique. Copernicus, le programme d'observation de la terre affilié à l'Union européenne, est à l'origine de cette alerte, basée notamment sur des données de l'observation de la Terre par satellite et sur place.

D'ailleurs sur Twitter, le compte officiel de Copernicus a partagé une photo montrant la présence de dioxyde de soufre dans l'atmosphère. L'événement était prévu pour ce matin. Une période où les niveaux les plus élevés seront enregistrés sur la côte atlantique marocaine. Maintenant, le tout est de savoir si ce phénomène représente un danger pour la santé des citoyennes et citoyens. Sur le papier, le dioxyde de soufre (SO₂) est un gaz qui peut entraîner des problèmes de santé, surtout dans le cas où sa concentration dans l'air est élevée. Mais pas que.

Si l'on en croit l'International Volcanic Health Hazard Network (IVHHN), le SO₂ risque également de provoquer des pluies acides. Elles peuvent irriter la peau, les yeux et provo-

quer une sensation de picotement. Cela dit, ce scénario catastrophe n'est pas inéluctable. D'abord, parce que les pluies attendues ce vendredi au Maroc sont prévues assez tôt le matin. Dès lors, l'exposition de la population aux pluies acides sera atténuée. Ensuite, rien ne dit que la concentration du SO₂ émis par le volcan La Palma est assez élevée pour représenter un risque de santé publique. D'autant que la distance qui sépare le Maroc du volcan est assez grande pour que les effets du SO₂ soient atténués et dilués dans l'air.

Bref, si aucun élément ne permet pour le moment d'augmenter le seuil de vigilance, il convient de rappeler que rien ne plaide pour le contraire. Un entre-deux et des doutes amplifiés par l'absence de communication officielle sur le sujet. Ce qui en dit long sur l'importance de la santé des citoyennes et citoyens aux yeux des autorités compétentes. En tout cas, si vous avez le choix d'éviter toutes expositions aux averse annoncées, n'hésitez pas.

Rappelons que le volcan Cumbre Vieja, à La Palma, une île de l'archipel des Canaries, est entré en éruption dimanche dernier après un sommeil de 50 ans. Des centaines de personnes ont dû évacuer l'île espagnole pour fuir la lave qui a recouvert et détruit routes, maisons et infrastructures. Une impressionnante éruption qui a donné libre cours aux hypothèses les plus folles, comme celles de l'effondrement d'un versant du volcan, occasionnant un méga-tsunami qui frapperait les côtes marocaines de plein fouet. Hypothèse écartée par plusieurs scientifiques.

C.C

Alger en perte d'altitude

Les stratagèmes de diversion passent cette fois par la fermeture de l'espace aérien aux avions marocains

Le régime militaire algérien vient de prouver qu'il a carrément perdu la raison. Il a en effet décidé la fermeture «immédiate» de l'espace aérien algérien à tous les avions civils et militaires marocains ainsi qu'aux appareils immatriculés au Maroc, selon un communiqué de la présidence algérienne.

Cette décision funambulesque a été prise lors d'une réunion du Haut Conseil de sécurité, présidée mercredi 22 septembre par Abdelmadjid Tebboune, le président algérien, et Saïd Chengriha, le chef d'état-major de l'armée algérienne.

Mais quelle est la raison invoquée par la junte militaire algérienne pour justifier une telle décision? Selon le communiqué de la présidence, la décision de la fermeture de l'espace aérien a été prise à cause «des évolutions aux frontières avec le Royaume du Maroc» et «au regard de la poursuite des provocations et pratiques hostiles du côté marocain», sans apporter, comme à l'accoutumée, la moindre preuve pour étayer ses allégations.

«L'Algérie cherche davantage une fuite en avant en actant la fermeture de son espace aérien vis-à-vis des avions commerciaux du Royaume du Maroc», a commenté Roudani Cherkaoui, professeur universitaire et expert en études géostratégiques et sécuritaires dans une déclaration à Libé.

«Il est clair que l'Algérie a perdu, il y a des lustres, sa boussole stratégique», a-t-il martelé. La preuve en est, selon lui, qu'elle se retrouve ainsi égarée dans des labyrinthes décisionnels sans issue, condamnant ainsi l'avenir de son peuple. «Cette décision algérienne irréfutable élucide l'absence d'une vision maghrébine intégrée», a-t-il mis en exergue.

Selon cet expert marocain, les moyens de transport inter-pays reflètent la capacité de connexion entre les pays et constituent, en fait, une ouverture sur le monde.

«Cette action algérienne, qui va à l'encontre du droit international, montre la déconnexion d'un Etat de



la réalité mondiale, faudrait-il rappeler, imprégnée par une coagulation des synergies et du renforcement des capacités d'intégration économique des régions», a-t-il soutenu.

Selon Roudani Cherkaoui, la décision algérienne «est une manœuvre tactique visant à créer davantage un environnement de tension dans la région», précisant qu'«l'Algérie, en agissant de cette façon, envoie, une fois de plus, des signes de sa faiblesse à respecter l'esprit et l'essence des accords de Chicago sur les espaces aériens».

Et le chercheur marocain d'ajouter : «Depuis la reconnaissance américaine de la souveraineté du Maroc sur les provinces des Sud, nous avons remarqué la prolifération d'un discours algérien belliqueux avec des accusations à répétition qui montrent à quel point le pouvoir algérien est aux abois. Devant son incapacité d'assumer ses responsabilités, l'Etat algérien

a été lâché par les grands pays qui commencent à voir en lui un grand danger».

Par ailleurs, certains observateurs considèrent que cette décision s'inscrit dans le cadre de la guerre économique menée par l'Algérie en vue de freiner l'élan de développement du Royaume. Selon eux, plusieurs faits et événements l'attestent.

Ainsi, s'inscrit dans cette stratégie algérienne le blocage par des milices du Polisario (qui ne sont en réalité que des marionnettes au service de la junte militaire algérienne) de la circulation des biens et des personnes au niveau de la frontière maroco-mauritanienne, dans la zone d'El Guerguariat. Et il a fallu l'intervention pacifique des FAR le 13 novembre 2020 pour sécuriser le passage de cette zone et rétablir la libre circulation des biens et des personnes entre le Maroc et les pays de l'Afrique de l'Ouest.

S'ajoute un autre fait, l'attaque ter-

roriste survenue le samedi 11 septembre à Didiéni dans la région de Kaye, localité située à environ 300 km de Bamako au Sud du Mali et au cours de laquelle deux conducteurs marocains ont trouvé la mort, alors qu'un autre a été blessé. Même si l'enquête est toujours en cours pour identifier les assaillants et les commanditaires, les professionnels du transport au Maroc et les observateurs voient dans cette attaque la main des services secrets du voisin de l'Est.

Ainsi, l'écrivain Taieb Dekkar a souligné dans un article publié récemment sur «Le Maroc diplomatique», que «des services de renseignements algériens, qui brillèrent par leurs échecs cumulés de ces derniers mois, et maintenant que les mercenaires ne peuvent plus accéder à El Guerguariat, où ils avaient abandonné leurs soutiens, après leur débandade, ont choisi le terrain malien pour assassiner des camionneurs marocains, dans l'espoir

évident d'Alger de rompre l'immense trafic commercial et routier entre nos deux pays. L'Algérie entend ainsi opérer contre le Royaume depuis les territoires de pays voisins, qu'elle œuvre ainsi à déstabiliser, contrairement à son discours démagogique et son rôle soi-disant stabilisateur dans la région du Sahel».

En tout état de cause, la décision prise par la junte militaire algérienne est aussi inutile qu'inopérante. Selon une source anonyme de la RAM contactée par El Pais, la décision algérienne «n'affectera que 15 vols de la compagnie à destination de la Tunisie, la Turquie et l'Égypte», la qualifiant d'«insignifiante», car «les vols les plus importants sont effectués à travers la Méditerranée».

Il y a lieu de rappeler que l'Algérie avait pris le 24 août dernier une décision unilatérale de rompre ses relations diplomatiques avec le Maroc.

Mourad Tabet

La junte algérienne et ses pantins n'en ont cure des droits de l'Homme

Le dissident et ex-détenu du Polisario Fadel Brika dénonce le climat de torture et de répression imposé par la bande à Ghali

Le défenseur des droits humains et ancien détenu dans les prisons du Polisario, Fadel Brika, a dénoncé, lundi à Genève, le climat d'intimidation et de répression qui règne dans les camps du Polisario à Tindouf, appelant la communauté internationale à faire pression sur l'Algérie pour qu'elle mette fin au chaos dans les camps susmentionnés.

Dans son intervention lors d'un dialogue avec le Groupe de travail sur la détention arbitraire, dans le cadre de la 48ème session du Conseil des droits de l'Homme,

M. Brika a imputé l'entière responsabilité à l'Algérie dans les violations graves, les enlèvements et les pratiques de torture perpétrés par la milice armée du Polisario contre les opposants et tous ceux qui osent critiquer la direction séparatiste dans les camps de Tindouf.

Il a exprimé son adhésion aux conclusions du rapport du Groupe de travail sur la détention arbitraire et ses inquiétudes «face à la perpétuité de ces pratiques visant à éradiquer la liberté d'opinion et d'expression, notamment par des

groupes armés qui imposent leur autorité avec le soutien de pays protecteurs voire commanditaires, comme c'est le cas des milices du Polisario qui recourent aux enlèvements et à la torture à l'intérieur de centres de détention secrets sur le sol algérien, dont les prisons d'Errachidid et de Dhaïhibiya, dans lesquelles des centaines de Sahraouis ont péri et dont le seul crime est d'avoir osé critiquer la direction du Polisario.

Il a expliqué que les enlèvements et les détentions arbitraires dans les camps sahraouis du Sud

de l'Algérie se sont accentués depuis que le Polisario a violé l'accord de cessez-le-feu, notant que tout Sahraoui qui refuse de rejoindre «le front» est arrêté et emprisonné, avec la bénédiction des autorités algériennes, qui ont transformé les camps en zone interdite. Dans ce contexte, il a condamné l'impunité des dirigeants du Polisario et de l'armée algérienne. Sachant que les autorités algériennes refusent aux victimes tout moyen de réparation, les privant de tout recours à la justice algérienne, en violation flagrante du droit inter-

national et des obligations internationales de l'Algérie.

«Par conséquent, nous demandons au groupe de travail d'inclure les camps de Tindouf dans le sud-ouest algérien dans ses programmes de visites», conclut Fadel Brika, appelant la communauté internationale à «faire pression sur l'Algérie pour qu'elle mette fin à l'anarchie qui règne dans les camps» et qui consolide la poursuite des pratiques de détention arbitraire et d'enlèvement contre les détenus sahraouis.

Ahmadou El-Katab

L'USFP en tête des élections des membres du Conseil provincial d'El Kelaâ des Sraghna

L'Union Socialiste des Forces Populaires (USFP) est arrivée en tête des élections des membres du Conseil provincial d'El Kelaâ des Sraghna, avec 5 sièges.

L'USFP a remporté 198 voix lui permettant ainsi, d'obtenir 5 sièges, dont deux attribués aux femmes, suivi du Parti de l'Istiqlal (PI) avec 182 voix et 5 sièges, dont deux consacrés aux femmes, le Parti Authenticité et Modernité (PAM) avec 147 voix et 4 sièges, dont un consacré aux femmes.

Le Rassemblement National des Indépendants (RNI) a obtenu, quant à lui, 121 voix et 3 sièges, dont un attribué aux femmes, suivi du Parti du Progrès et Socialisme (PPS) avec 111 voix et 3 sièges, dont un attribué aux femmes, et l'Union constitutionnelle (UC) avec 35 voix (1 siège).

Les membres des conseils provinciaux et préfectoraux sont élus par un corps électoral composé des membres des conseils communaux relevant de la préfecture ou la province concernée, et ce au scrutin de liste à la représentation proportionnelle sur la base du plus fort reste.

Ces élections se caractérisent par un ensemble de nouveautés apportées par la loi organique n° 06.21, modifiant et complétant la loi organique n° 59.11, notamment la mise en place d'un mécanisme pour garantir la représentativité des femmes au sein de ces conseils, leur attribuant ainsi un tiers des sièges au niveau de chaque conseil de préfecture ou de province, sans entraver leur droit de se porter candidates pour le compte d'autres sièges ouverts à pied d'égalité aux hommes et aux femmes.



Ahmed Réda Chami plaide pour des politiques de mobilité centrées sur l'individu



Le président du Conseil économique, social et environnemental (CESE), Ahmed Réda Chami, a appelé, mercredi à Rabat, à la mise en place de politiques de mobilité durable centrées sur l'individu.

"Il importe de tenir compte des critères économiques, sociaux et environnementaux dans la mise en œuvre des politiques de mobilité pour assurer un accès pour tous les citoyennes et citoyens tout en réduisant l'impact environnemental des déplacements", a souligné M. Chami lors d'un atelier de restitution virtuel, dédié à la présentation de l'avis du Conseil intitulé "la mobilité durable: Vers des moyens de transport durables et accessibles".

Le transport des personnes et de leurs biens, en milieu urbain et rural, connaît une demande exponentielle, alors que son modèle d'organisation demeure complexe, ayant atteint "ses limites", a-t-il fait observer à cet égard, notant que celles-ci sont notamment liées à des politiques nationales et territoriales centrées principalement

sur l'infrastructure routière et la voiture individuelle, au lieu d'être "centrées sur l'individu".

Le Maroc, a-t-il dit, a réalisé des progrès indéniables en matière de développement d'infrastructures modernes, ainsi qu'au niveau des modes de transports, y compris durables, comme peuvent en témoigner certains chantiers (LGV/TGV Maroc, tramways et BHNS électriques), relevant que ces progrès sont rendus possibles grâce, notamment, aux dispositifs législatifs, réglementaires et aux nouvelles formes de gouvernance territoriale, mis en place dans le cadre du processus de la régionalisation avancée.

Le président du Conseil a, en outre, fait remarquer que l'offre disponible en matière de transport en commun s'avère être insuffisante, inadéquate et peu accessible, par rapport aux besoins de la population (en particulier les femmes, les personnes âgées, les personnes en situation de handicap et les personnes à faible revenu), aussi bien dans les aires urbaines denses que dans les aires rurales dispersées ou enclavées.

M. Chami a aussi fait savoir que le diagnostic réalisé dans le cadre de l'avis du CESE, ainsi que les recommandations proposées, sont le résultat d'une démarche participative impliquant les différentes parties prenantes.

De son côté, le président de la Commission chargée de l'environnement et du développement durable du CESE, Abderrahim Ksiri, a mis en avant l'importance du secteur de la mobilité durable, relevant que celui-ci impacte directement la vie des citoyens, mais également l'ensemble des volets économiques, sociaux, environnementaux et sanitaires du pays.

"C'est un secteur stratégique vu le nombre des citoyens qui y travaillent et les industries qui y adhèrent", a-t-il dit, faisant remarquer que le taux d'énergie consommé dans ce secteur est à hauteur de 40%.

Le CESE, grâce à un diagnostic fait au niveau national, a pu montrer que le potentiel de développement et d'amélioration est "énorme", a noté M. Ksiri, soulignant l'impératif d'aller vers des systèmes de transport moins

consommateurs d'énergie.

Il a aussi mis en avant la nécessité d'opter pour des systèmes de mobilité moins impactants sur la santé, et ceux permettant de garantir l'accessibilité à tous les citoyens et de renforcer l'attractivité des territoires.

Présentant les conclusions de l'avis sur la mobilité durable, Idriss Ilali, rapporteur du thème, a indiqué que le CESE entend, dans cette étude, inverser le paradigme en préconisant une approche holistique qui transforme

les externalités négatives des transports en externalités positives.

Adopté à l'unanimité lors de la 121e session ordinaire du CESE, l'avis du CESE examine l'opportunité de développer une mobilité durable au Maroc visant le bien-être de la population, grâce à l'amélioration de l'exercice des libertés, du droit d'accès aux services sociaux de base et à l'emploi, et ce via des transports de qualité, davantage accessibles et plus respectueux de l'environnement.

L'essentiel de l'avis du CESE

Le Conseil économique, social et environnemental a présenté, mercredi lors d'une rencontre virtuelle, son avis intitulé "la mobilité durable: Vers des moyens de transport durables et accessibles".

A travers cet avis, qui intervient dans un contexte mondial marqué par l'urgence climatique, le CESE préconise de développer un système intégré de mobilité durable. En voici l'essentiel :

- Intégrer les besoins en mobilité durable (accès à l'emploi, à l'habitat et aux services publics...) aux exigences urbanistiques, d'aménagement du territoire et de planification.
- Améliorer l'accessibilité pour tous les citoyennes et citoyens à des moyens de transport en commun durables et développer des infrastructures rurales durables, limitant ainsi la dépendance au véhicule particulier et réduisant les fractures spatiales et sociales.
- Accélérer l'exécution du contrat-programme de développement des plateformes logistiques routières à la périphérie des villes, tout en assurant leur connexion au rail.
- Mettre à niveau le Code de la route et de la sécurité routière, d'une manière compatible aux principes de la mobilité durable, améliorant l'accessibilité et limitant le risque pour les usagers et l'environnement.
- Déployer progressivement des solutions techniques et technologiques durables, compatibles avec les besoins de toutes les catégories d'usagers et adaptées aux différentes échelles territoriales.
- Mettre progressivement en place un modèle économique de la mobilité durable, intégrant la condition sociale, la qualité de l'air, l'état de santé et le bien-être des populations.
- Elaborer des programmes de formation initiale et continue, dans tous les domaines et métiers de la mobilité durable, destinés à tous les acteurs, afin d'améliorer et de renforcer les compétences des ressources humaines, y compris des élus, à l'échelle des territoires.
- Adopter une stratégie de communication et de sensibilisation des citoyennes et citoyens à la mobilité durable à travers des contenus pédagogiques portant sur l'environnement, l'état de santé et les progrès technologiques, des programmes audiovisuels et sur les réseaux sociaux, impliquant l'ensemble des partenaires sociaux.
- Le système proposé requiert notamment la nécessité de mettre en place une Commission interministérielle, dotée d'extensions régionales, en charge de la mobilité durable, pour remédier aux risques de chevauchement des compétences, de dilution des responsabilités et d'éparpillement des moyens.

Exercice combiné maroco-américain de gestion des catastrophes

Un exercice combiné de gestion des catastrophes "Maroc-Mantlet 2021" s'est déroulée du 13 au 24 septembre, dans le cadre du partenariat entre les Forces Armées Royales (FAR) et les Forces Armées Américaines, précisément la Garde nationale de l'Utah. Cet exercice, qui s'est déroulé à l'Unité de secours et de sauvetage des FAR, est conçu pour l'application des procédures communes de gestion des situations de sinistres, à travers la valorisation de la contribution, de la gestion et de l'intégration des moyens des FAR dans le cas d'une catastrophe industrielle.

Sur Hautes instructions de S.M le Roi Mohammed VI, Chef Suprême et Chef d'État-major Général des Forces Armées Royales, et dans le cadre du partenariat entre les FAR et la Garde nationale de l'Etat américain de l'Utah, l'Unité de secours et de sauvetage organise un exercice combiné de gestion des catastrophes "Maroc-Mantlet 2021", a indiqué le colonel Ahmed El Ghanami, commandant de l'Unité de secours et de sauvetage des FAR.

Cet exercice a pour but l'échange d'expertise et d'expérience en matière d'entraînement pratique relatif aux feux industriels, au sauvetage inondation, au déblaiement et à la défense NRBC, a précisé le colonel, rappelant qu'il est organisé en deux phases.

La première phase, tenue à l'Unité de secours et de sauvetage à Kénitra, a été marquée par la présentation d'exposés, suivie d'un exercice de simulation, a-t-il poursuivi, faisant savoir que la deuxième phase, qui s'est déroulée au niveau de la 5ème base navale de la Marine Royale au port militaire de Ksar Sghir, a été dédiée à la mise en pratique effective des différentes techniques de secours et de sauvetage dans les domaines précités.

"Cet exercice est un exemple des



avantages, dont nous bénéficions en tant que partenaires des Forces Armées Royales du Maroc", a indiqué, pour sa part, le général de division Michael J. Turley de la Garde nationale de l'Utah, ajoutant "c'est l'occasion pour nous de développer nos capacités, d'encourager les Marocains et de les aider dans l'entraînement, ce qui leur permet de mettre en pratique leur leadership non seulement au Maghreb ou dans le Continent africain, mais également dans la région méditerranéenne".

Il a, en outre, précisé que cet exercice est "un exemple du leadership du Maroc et de sa capacité à exporter son expertise, notant que l'Unité de secours et de sauvetage des FAR a énormément de compétences, dont le Royaume du

Maroc a besoin pour mener des interventions, notamment en cas d'accidents industriels ou d'opérations de sauvetage locales.

Le Maroc a prouvé, grâce à ses interventions au Liban et dans d'autres pays africains, sa capacité à déployer son assistance humanitaire et sécuritaire, a-t-il dit, saluant le professionnalisme des FAR, ainsi que les relations "solides" entre les Etats-Unis, notamment l'Etat de l'Utah, et les FAR.

L'exercice pratique comprend une simulation d'intervention de l'Unité de secours et de sauvetage des FAR, pour secourir des personnes noyées en mer ou en raison d'inondations, ainsi que des victimes de catastrophes de type NRBC, en plus de la simulation d'une

intervention suite à une énorme explosion dans un entrepôt stockant des produits chimiques et des matières explosives.

L'Unité a également effectué un entraînement en matière d'opérations de recherches de survivants dans les décombres et d'évacuation des blessés des bâtiments élevés en utilisant des méthodes tactiques.

La phase théorique de cet exercice, qui s'est déroulée du 13 au 15 septembre à l'Unité de secours et de sauvetage à Kénitra, a été marquée par l'organisation d'un séminaire au profit des participants marocains sur les procédures communes pour la gestion des situations de sinistres et aux capacités et à la contribution des différents intervenants

des FAR en cas de sinistres. En parallèle, l'entraînement et la préparation des modules d'intervention au niveau de la zone technique de l'unité ont été tenus sous la supervision des experts américains.

La deuxième phase de l'exercice, à laquelle ont pris part des représentants des Emirats Arabes Unis, Jordanie, Mauritanie, Sénégal, Niger, Burkina Faso et du Djibouti, en tant que pays observateurs, s'est déroulée du 20 au 24 septembre au complexe portuaire de Ksar Sghir, et consiste en la simulation d'une énorme explosion dans un entrepôt stockant des produits chimiques et des matières explosives, avec de graves dommages humains et matériels engendrés par l'effet de souffle.

Washington réitère son engagement à accompagner l'agenda de réformes de S.M le Roi Mohammed VI

Les Etats-Unis ont réitéré mercredi leur engagement à accompagner l'agenda de réformes de S.M le Roi Mohammed VI dans divers domaines, à l'occasion de la visite d'une délégation marocaine inter-agences de haut niveau à Washington.

Le département d'Etat américain a accueilli mercredi la délégation marocaine dans le cadre du "dialogue permanent et de longue date" entre les Etats-Unis et le Maroc sur de nombreuses questions, notamment celle des droits de l'Homme, a indiqué la diplomatie américaine dans un communiqué.

Il s'agit de la "dixième réunion d'un dialogue qui se poursuit depuis plus d'une décennie", a relevé la même source, soulignant que "le Maroc est un partenaire proche des Etats-Unis".

A cet égard, le département d'Etat a rappelé

que dans le cadre du partenariat qui lie les deux pays, Rabat et Washington discutent "régulièrement" d'une variété de questions, "y compris la façon dont nous pouvons travailler ensemble pour faire avancer l'agenda de réformes de S.M le Roi Mohammed VI sur des sujets tels que les libertés d'expression et d'association, les réformes de la justice pénale, les droits des femmes et l'égalité des sexes et la transparence du gouvernement".

"Dans ce contexte, nous cherchons à identifier des réformes concrètes et réalisables que nous pouvons faire avancer ensemble", a indiqué le communiqué.

Le département d'Etat a rappelé que les Etats-Unis mettent en avant les droits de l'Homme dans leurs relations avec tous leurs partenaires.

Le CSPJ arrête la liste définitive des candidats à l'élection des représentants des magistrats

Le Conseil supérieur du pouvoir judiciaire (CSPJ) a annoncé, mercredi, avoir arrêté la liste définitive des candidats et candidates à l'élection des représentants des magistrats au sein de cette institution.

Dans un communiqué, le CSPJ indique qu'au cours de la réunion hebdomadaire tenue le 21 septembre, et conformément à l'article 31 de la loi organique relative au Conseil, la liste définitive des candidats et candidates pour chaque collège électoral selon l'ordre du dépôt des candidatures, a été arrêtée au nombre de 50 candidats, dont 18 femmes.

Il s'agit de 19 candidats, dont cinq femmes soit 26,31 %, pour les magis-

trats des différentes Cours d'appel, précise le CSPJ, ajoutant que 31 candidats (dont 13 femmes, soit 41,93%) représentent les magistrats des juridictions de premier degré.

Le Conseil va publier la liste définitive des candidats et candidates après l'expiration du délai des recours devant la Chambre administrative auprès de la Cour de cassation tel que stipulé dans l'article 30 de la loi organique précitée. Le délai imparti aux candidats pour se présenter a été fixé entre le 5 et le 22 octobre 2021, rappelle-t-il.

La session de janvier 2021 a été clôturée le même jour (21 septembre), alors que la deuxième session s'ouvrira le 28 septembre 2021.

Apprivoiser les vents stagflationnistes

Horizons

Un flux de données récentes suggère que l'économie mondiale montre des signes de stagflation, cet étrange mélange à la manière des années 70 d'inflation en hausse et de croissance en baisse. Ceux qui l'ont remarqué – et ils sont encore trop nombreux – se divisent en deux grands camps. Certains voient le phénomène comme temporaire, et rapidement réversible. D'autres craignent que cela ne conduise à une nouvelle période de croissance insatisfaisante, mais cette fois avec une inflation élevée et inquiétante.

Mais un troisième scénario, qui s'appuie sur ces deux points de vue, pourrait bien être le plus plausible. Les vents stagflationnistes sont plus susceptibles de faire partie du voyage à venir de l'économie mondiale qu'une caractéristique de sa destination. Mais la façon dont les décideurs s'y retrouveront aura des implications majeures pour le bien-être économique à long terme, la cohésion sociale et la stabilité financière.

La reprise économique mondiale si nécessaire s'est récemment essouffée alors que la croissance de ses deux principales locomotives, la Chine et les États-Unis, a été inférieure aux attentes du consensus. La variante Delta plus contagieuse du coronavirus a freiné les dépenses dans certains secteurs, tels que les loisirs et les transports, tout en entravant la production et les expéditions dans d'autres, en particulier la fabrication. Les pénuries de main-d'œuvre se généralisent dans un nombre croissant d'économies avancées. Ajoutez à cela une pénurie de conteneurs maritimes et la réorganisation en cours des chaînes d'approvisionnement, et il n'est pas surprenant que les vents contraires à une reprise mondiale forte et durable s'accompagnent d'une inflation plus élevée et plus persistante.

Une inflation plus élevée exerce une pression sur les banques centrales qui souhaitent maintenir une politique monétaire exceptionnellement souple. Dans le même temps, la décélération de la croissance économique pose un problème pour les banques centrales qui sont plus enclines à réduire les mesures de relance. Tout cela risque également d'éroder le soutien politique aux politiques budgétaires et structurelles indispensables pour stimuler la productivité et le potentiel de croissance à long terme.

Certains économistes, et la majorité des décideurs, pensent que les tendances stagflationnistes actuelles seront bientôt atténuées par une combinaison



des forces du marché et des changements de comportement humain. Ils indiquent que les récentes baisses des prix du bois d'œuvre, qui avaient déjà atteint des sommets, indiquent comment la concurrence et l'augmentation de l'offre freineront l'inflation. Ils pensent que la forte baisse des cas de variante Delta au Royaume-Uni préfigure ce qui attend les États-Unis et d'autres pays encore aux prises avec la dernière vague de Covid-19. Et ils sont rassurés par la multiplication des signes d'investissement en plein essor des entreprises en réponse aux ruptures d'approvisionnement.

D'autres sont plus pessimistes. Ils soutiennent que les vents contraires de la demande s'intensifieront en raison des réductions des régimes fiscaux qui soutenaient le revenu des ménages, citant l'expiration des allocations de chômage supplémentaires et des transferts directs en espèces. Ils s'inquiètent également de l'épuisement progressif des réserves de liquidités que de nombreux ménages ont accumulées de manière inattendue grâce au soutien exceptionnellement généreux du gouvernement pendant la pandémie.

Du côté de l'offre, les pessimistes de la stagflation se félicitent de l'augmentation des investissements des entreprises, mais craignent que ses avantages ne se fassent pas assez rapidement, d'autant plus que les chaînes d'approvisionnement sont réorientées. Les perturbations de l'offre persisteront donc beaucoup plus longtemps, à leur avis, et les banques centrales pren-

dront du retard dans la réponse politique nécessaire.

Je soupçonne qu'aucun de ces scénarios ne dominera probablement la période à venir. Mais ils influenceront l'alternative qui se concrétisera.

Idéalement, les décideurs réagiraient en temps opportun et de manière autonome aux preuves croissantes de stagflation.

Parallèlement, les autorités financières nationales et internationales se coordonneraient mieux pour renforcer la réglementation prudentielle, notamment en ce qui concerne la prise de risque excessive parmi les acteurs du marché non bancaire.

Ces mesures conduiraient à une diminution des pressions inflationnistes, à une croissance plus rapide et plus inclusive et à une véritable stabilité financière. Et un tel résultat souhaitable est réalisable à condition que la réponse politique nécessaire se déroule de manière globale et opportune.

En l'absence d'une telle réponse, les problèmes du côté de l'offre deviendront de nature plus structurelle, et donc plus prolongés que ne le prévoit le camp transitoire. Les pressions inflationnistes qui en résulteront seront amplifiées par les salaires plus élevés que de nombreuses entreprises devront offrir pour attirer les travailleurs qui leur manquent actuellement et retenir ceux dont elles disposent. Les banques centrales tardant à réagir, les anticipations inflationnistes risquent d'être déstabilisées, sapant directement le paradigme de faible volatilité qui a contribué à faire

grimper les prix des actifs financiers.

Etant donné que la Fed serait alors forcée de freiner sa politique, il est probable que la hausse de l'inflation persiste. Malheureusement, sa réduction se ferait au prix d'une croissance plus faible et moins inclusive, surtout si les plans de l'administration Biden restent bloqués au Congrès (ce qui serait plus probable dans le scénario d'inflation élevée). Plutôt qu'une stagflation prolongée, l'économie mondiale répéterait ce qu'elle a connu au lendemain de la crise financière mondiale de 2008 : une croissance et une inflation faibles.

L'apparition récente de tendances stagflationnistes rappelle à point nommé le besoin urgent de mesures globales de politique économique. Plus une telle réponse se matérialise rapidement, plus grande est la probabilité d'ancrer la reprise économique, le bien-être social et la stabilité financière. Mais si les décideurs tardent, l'économie mondiale ne sera ni sauvée par des forces d'autocorrection ni poussée dans un piège stagflationniste prolongé. Au lieu de cela, le monde reviendra à la «nouvelle normalité» précédente de sous-performance économique, de cohésion sociale stressée et de volatilité financière déstabilisante.

Par Mohamed A. El-Erian
Président du *Queens' College* de l'Université de Cambridge et ancien président du *Global Development Council* du président américain Barack Obama. Il a été nommé l'un des 100 meilleurs penseurs mondiaux de la politique étrangère quatre années de suite



Le grand test du Nord Global

Après s'être publiquement engagés à aider à vacciner le reste du monde, les pays riches et hautement vaccinés n'ont pas encore tenu leur promesse et sont désormais prêts à gaspiller des millions de doses. Sans action urgente pour corriger cette injustice, la position morale de l'Occident subira des dommages permanents.

Alors que les pays à faible revenu d'Afrique et d'ailleurs continuent d'implorer les pays riches de cesser de stocker des millions de vaccins Covid-19 inutilisés, il existe encore de réels doutes quant à savoir si les Etats-Unis et l'Europe honoreront la promesse faite lors du sommet du G7 de cette année de vacciner le monde d'ici fin 2022.

L'administration du président américain Joe Biden a déclaré que le Nord global peut fournir suffisamment de doses pour tout le monde d'ici l'Assemblée générale des Nations unies en septembre prochain. Mais le fossé entre les riches et les pauvres en vaccins est devenu si vaste que moins de 2% des adultes dans les pays à faible revenu sont entièrement vaccinés, contre plus de 50% des adultes dans la plupart des pays à revenu élevé. Pire, des millions de doses dans les pays à revenu élevé sont maintenant gaspillées parce qu'elles ne sont pas utilisées à temps.

Pendant de nombreux mois plus tôt cette année, les gouvernements occidentaux pouvaient au moins dire qu'il n'y avait pas assez de vaccins pour répondre à la demande mondiale. Mais, nous produisons maintenant 1,5 milliard de vaccins chaque

mois. Au moment où j'écris ces lignes, environ 300 millions de doses de vaccins sont inutilisées, stockées dans des entrepôts ou en route pour remplir les contrats de livraison qui ont été monopolisés par les pays occidentaux. En conséquence, l'objectif de l'Organisation mondiale de la santé de septembre 2021 de vacciner au moins 10% de la population dans chaque pays à faible revenu – le niveau de base nécessaire pour couvrir les agents de santé et les personnes âgées – n'a toujours pas été atteint.

Selon une étude majeure du cabinet d'études Airfinity, le nombre de doses non utilisées atteindra le milliard d'ici décembre. Pour mettre ce chiffre stupéfiant en perspective, il suffit d'atteindre notre objectif de fin d'année de vacciner 40% de la population africaine.

Pire encore, Airfinity montre que si nous n'agissons pas, 100 millions de doses de vaccin inutilisées auront dépassé leur date de péremption d'ici la fin de cette année. Et si nous ne pouvons pas acheminer les excédents là où ils sont nécessaires selon un calendrier qui préserve une durée de conservation de deux mois, ce chiffre pourrait atteindre 241 millions. Quoi qu'il en soit, c'est un gaspillage quasi criminel.

L'exagération vient facilement aux politiciens. Mais il n'est pas exagéré de dire qu'à moins que davantage de vaccins, de diagnostics et de traitements ne soient mis à la disposition des pays du Sud, il pourrait y avoir au moins un million de décès induits par Covid de plus au cours de la prochaine

année.

Le résultat est qu'au sommet sur les vaccins de Biden cette semaine, plus de vies sont en jeu qu'à tout autre rassemblement en temps de paix dont je me souviens. Si l'Occident ne fournit pas l'approvisionnement nécessaire en vaccins au reste du monde, les pays à faible revenu auront peu de raisons de lui faire à nouveau confiance. Ne pas transférer des millions de doses excédentaires à ceux qui en ont désespérément besoin serait un échec grotesque du test le plus élémentaire de la solidarité humaine et de la décence.

Et donc pour les dirigeants mondiaux réunis à l'ONU ce mois-ci, les enjeux ne pourraient pas être plus élevés. Nous sommes à un moment décisif pour atténuer l'inégalité monstrueuse et impardonnable des vaccins qui a prévalu jusqu'à présent.

Les données compilées par Airfinity suggèrent que 200 millions de doses peuvent être transférées immédiatement à l'installation d'accès mondial aux vaccins Covid-19 (COVAX) et à l'African Vaccine Acquisition Trust pour être distribuées en Afrique et dans d'autres pays à faible revenu. Ce serait suffisant pour atteindre l'objectif de 10% de l'OMS pour chaque pays. De plus, les pays occidentaux peuvent envoyer la même quantité de doses supplémentaires – environ 200 millions – à COVAX chaque mois par la suite. Cela suffirait à combler le déficit de l'Afrique de près de 500 millions de doses, garantissant

que quelque 40% de la population du continent soit vaccinée d'ici la fin de l'année, conformément à l'objectif de l'OMS.

Nous avons vu comment le nationalisme vaccinal conduit à l'inégalité, au gaspillage et à beaucoup trop de décès évitables. Non seulement cette approche est égoïste; c'est voué à l'échec. Plus la maladie se propage longtemps dans les pays à faible revenu, plus il est probable qu'elle développera de nouvelles variantes qui reviendront hanter même les personnes complètement vaccinées.

Cette vérité fondamentale est au cœur des appels lancés cette semaine par les dirigeants africains, les anciens chefs d'État et de gouvernement, le Pandemic Action Network et des groupes comme The Elders. Les ONG et les chefs religieux des pays du Sud ont publié des déclarations appelant à une action immédiate pour éviter une catastrophe morale épique.

Dans une crise sanitaire mondiale née d'une maladie hautement infectieuse et transmissible, il n'y a pas d'alternative à une action collective mondiale. Le sommet sur les vaccins de cette semaine représente la meilleure chance pour le monde riche de montrer qu'il signifie ce qu'il dit.

Gordon Brown

Ancien premier ministre et chancelier de l'échiquier du Royaume-Uni, envoyé spécial des Nations unies pour l'éducation mondiale et président de la Commission internationale sur le financement des opportunités d'éducation mondiale

Economie

Le Maroc, l'un des pays les plus attractifs des investissements en Afrique

Le Maroc est l'un des pays les plus attractifs des investissements étrangers directs dans le continent africain, révèle une nouvelle étude intitulée "Where to invest in Africa?" (où investir en Afrique).

Selon cette étude, qui vient d'être publiée par la banque sud-africaine «Rand Merchant Bank» (RMB), le Maroc arrive en 2^{ème} position des pays les plus attractifs des investissements en Afrique, derrière l'Égypte et devant l'Afrique du Sud, pays le plus industrialisé du continent.

«L'économie marocaine continue de bénéficier de la stabilité politique, bien que le Royaume, à l'instar de tous les pays, a été affecté par la pandémie de Covid-19, relève la même source, rappelant qu'un Fonds spécial de lutte contre le coronavirus a été créé en 2020.

L'étude fait constater que l'Afrique abrite plus de la moitié des réserves mondiales d'or, de chrome et de platine et une proportion importante des réserves mondiales de diamants. Bien que le rythme de croissance de la classe moyenne ait été plus lent que prévu, pour des raisons propres au profil économique de chaque pays, le paysage démographique du continent reste attractif, note-t-elle. Elle explique, à ce propos, que les économies émergentes sont la prochaine grande évolution des dépenses et de la consommation mondiales au cours des prochaines décennies, en particulier avec la reprise des taux de croissance économique en Afrique.

Concernant les services financiers, le rapport soutient que les réformes réglementaires, l'émergence d'une classe moyenne urbaine et les avancées technologiques permettent aux institutions financières d'accéder à des mécanismes de financement pour atténuer les risques et maximiser les rendements.

Relevant que l'infrastructure est un obstacle majeur à la croissance inclusive, l'étude retient que si la pénurie d'infrastructures en Afrique est indéniable, elle offre de nombreuses opportunités d'investissement, en particulier pour le secteur de la construction.

Trafic aérien Les MRE sauvent la mise

Après des mois de vaches maigres, le trafic aérien a pu renaître de ses cendres et retrouver petit à petit le rythme durant la période estivale, tiré par la rentrée des Marocains résidant à l'étranger (MRE), suite à la programmation de vols spéciaux pour leur permettre de regagner la mère patrie.

Chiffres à l'appui : durant le seul mois d'août 2021, le trafic international commercial des aéroports du Maroc a récupéré 82% du trafic passagers de 2019, un taux rivalisant avec celui des pays du bassin méditerranéen, notamment la France (70%), l'Espagne (68%), et la Turquie (76%). Cette performance s'explique, selon l'Office national des aéroports (ONDA), par l'évolution importante du trafic aérien, suite aux Hautes instructions de SM le Roi Mohammed VI pour accompagner le lancement de l'opération Marhaba 2021.

Dans cette optique, plusieurs lignes ont été créées et de nombreuses fréquences ont été renforcées par les compagnies aériennes, contribuant ainsi à consolider la connectivité aérienne du Maroc durant cette période.

En plus de Royal Air Maroc et d'Air Arabia, 43 compagnies aériennes internationales ont desservi le Maroc (Ryanair, Tui Airways, Air France...), dont

certaines pour la première fois, notamment Israel Airlines (Marrakech-Ménara) et Transavia Hollande (Fès-Saï).
Cerise sur le gâteau : Plusieurs nouvelles lignes aériennes ont été créées, dont notamment les liaisons Casablanca - Düsseldorf, Marrakech-Saragosse, Fès-Rotterdam, Oujda-Murcie, Rabat-Malaga, Agadir-Lisbonne.

Et pour résultats, les indicateurs du secteur touristique se sont redressés durant les mois de juin et juillet, suite à la réouverture progressive des frontières nationales à partir du 15 juin et aux dispositifs particuliers mis en place dans le cadre de l'opération Marhaba, selon la Direction des études et des prévisions financières (DEPF).

Ainsi, le nombre des arrivées s'est raffermi au deuxième trimestre 2021 pour avoisiner les 412.000 arrivées contre à peine 8.300 au même trimestre de l'année précédente, alors qu'au terme du premier semestre 2021, le repli du nombre des arrivées s'est atténué à -57,3%, contre 63,5% il y a une année.

En ce qui concerne la connectivité, les aéroports marocains ont été connectés à 101 plateformes aéroportuaires internationales.

L'aéroport Casablanca Mohammed V occupe la première place avec 75 liaisons aériennes,

suivi de Marrakech Menara (58), Fès Saïss (34), Tanger Boukhalef (28) et Nador El Aroui (18).

Durant la période allant du 15 juin au 31 août 2021, les aéroports du Maroc ont affiché un bon bilan malgré la conjoncture liée à la pandémie de Covid-19. Ainsi, 3.560.526 passagers ont été accueillis à travers 31.202 vols internationaux, ce qui représente un taux de récupération de 65% pour les passagers et 77% pour les mouvements, par rapport à la même période de l'année 2019.

Par site, l'aéroport Casablanca Mohammed V a accueilli 1.457.154 passagers internationaux, récupérant ainsi 58% du trafic de 2019, suivi par l'aéroport de Marrakech (565.680 passagers), qui a enregistré un taux de récupération de 46%.

D'autres aéroports ont même dépassé leur trafic de 2019, à savoir, notamment, les aéroports de Tétouan (133%), Nador (127%), Tanger (114%), Al Hoceïma (106%) et Oujda (105%). Une répartition du trafic aérien international commercial par faisceau géographique fait ressortir que le trafic avec le continent européen et l'Amérique du Nord s'est démarqué avec des taux de récupération très significatifs par rapport à la même période de l'année 2019, respectivement de l'ordre de 74% et de 65%, tandis que les autres segments ont enre-

gistré un taux au-dessous de 50% du trafic enregistré en 2019.

Une part importante du trafic international a été enregistrée avec l'Europe. Les cinq premiers pays en tête du classement sont la France, l'Espagne, la Belgique, l'Italie et l'Allemagne.

En outre, le bilan montre qu'avec un taux de récupération de 64% par rapport à la même période de 2019, le trafic aérien domestique, qui représente 11% du trafic global, a enregistré 460.856 passagers. Et pour garantir le succès de cette reprise, l'ONDA a mis en place des dispositifs au niveau des différents aéroports du Maroc pour accueillir les voyageurs dans le strict respect des mesures de protection. Ainsi, 16 aéroports du Maroc ont reçu l'accréditation Airport Health d'ACI World (Airport Council International), confirmant qu'ils prennent toutes les précautions nécessaires pour limiter tout risque sanitaire, conformément aux recommandations de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et des "guidelines" du Conseil international des aéroports.

Il s'agit de Casablanca, Marrakech, Agadir, Rabat, Oujda, Fès, Tanger, Ouarzazate, Nador, Essaouira, Al Hoceïma, Errachidia, Tétouan, Dakhla, Laâyoune et Tan-Tan.



Le CMC consacre un spécial au Nouveau modèle de développement

Le Centre marocain de conjoncture (CMC) a annoncé, mercredi, la parution du dernier numéro de sa publication mensuelle "Maroc Conjoncture", sous forme d'un spécial portant sur la thématique "le Nouveau modèle de développement : Quelle économie à l'horizon 2035 ?". Ce spécial traite de plusieurs axes, dont le positionnement du Maroc au sein de la zone euro-méditerranéenne, "le Nouveau modèle de développement (NMD) : une stratégie pour l'émergence à l'horizon 2035", les stratégies sectorielles au Maroc et leurs articulations avec les exigences du NMD et l'environnement des affaires et compétitivité comme pivot central dans le NMD.

Au sujet du positionnement du Maroc dans son environnement international, le CMC rappelle que le Royaume a connu de profondes transformations dans sa politique étrangère et que ses relations de partenariat international se sont diversifiées, au niveau des acteurs et des orientations stratégiques.

Le Nouveau modèle de développement consolide le choix de l'ouverture du Maroc et propose une stratégie de partenariat internationale à même de concourir à la réalisation des objectifs prioritaires du pays, ajoute la même source.

En outre, le CMC a fait remarquer que la Commission spéciale sur le modèle de développement (CSMD) a esquissé les perspectives économiques pour les quinze années à venir sur la base d'un diagnostic mettant en balance les potentialités de l'économie et ses insuffisances. "Partant de ce diagnostic, la stratégie de développement préconisée à l'horizon 2035 vise à placer le Maroc parmi les économies émergentes les plus performantes avec un PIB par tête atteignant 16.000 dollars ppa", ajoute le CMC.

Au sujet des stratégies sectorielles, la publication relève qu'en dépit de l'apport indéniable des plans et des stratégies déployés pour accompagner le développement économique du Maroc, de nombreux défis sont à relever



dans la perspective d'impulser une véritable dynamique de mutation structurelle de l'économie marocaine et de rattrapage des retards accumulés, notamment en matière de modernisation du tissu productif, de montée en

chaîne des valeurs, de formation, de capacité d'adaptation aux changements en cours et à venir.

La démarche préconisée pour relever ce défi tient compte des spécialisations qui caractérisent les tendances régionales et

internationales qui se dégagent actuellement, souligne le Centre, estimant que la mise en marche du NMD est un moyen indiqué pour une mutation structurelle de l'économie dynamique porteuse d'espoirs.

L'expérience marocaine en matière d'innovation agricole mise en avant à Rome



L'expérience marocaine en matière d'innovation agricole a été mise en avant, mardi à Rome, lors de la première consultation informelle sur la stratégie de l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) relative à la science et à l'innovation.

L'innovation agricole au Maroc jouit d'une attention particulière notamment de la part des pouvoirs publics, des instituts de recherches et des entités du secteur privé, a souligné la représentante permanente adjointe du Royaume du Maroc auprès des Agences des Nations unies à Rome, Houda Ayouch, lors de la première consultation informelle sur la stratégie de la FAO relative à la science et à l'innovation.

A cette occasion, elle a mis en exergue l'initiative Royale "Green Generation 2020-2030", qui vise à améliorer la qualité de la production agricole et à renforcer son adaptation aux nouvelles tendances technologiques mondiales. Mme Ayouch a passé en revue de nombreux projets, stratégies et initiatives menées par le Royaume en faveur du continent africain dans le but de pro-

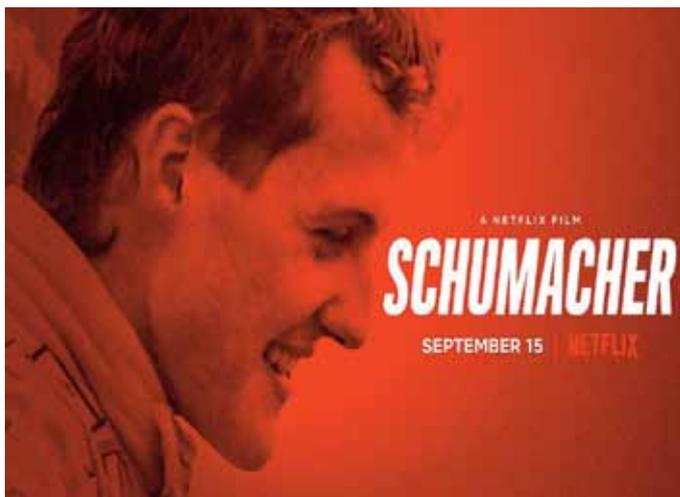
mouvoir et encourager la science et l'innovation dans le secteur agricole.

Dans ce sens, la diplomate marocaine a évoqué le "Green Energy Park" et l'Université Mohammed VI Polytechnique, dotée d'un pôle de recherche et d'innovation au service de l'Afrique pour profiter du potentiel et des possibilités offerts par la science et les technologies. Le Maroc se tient disponible à soutenir les efforts qui seront déployés dans le cadre de la stratégie de la FAO relative à la science et à l'innovation, en mettant à la disposition de l'Agence onusienne son expertise dans le domaine de l'innovation agricole ainsi que les ressources matérielles et techniques dont il dispose, a-t-elle assuré.

Le Royaume collabore avec la FAO depuis 2019, dans le cadre de l'accord général signé en marge de la 2ème conférence ministérielle (AAA), pour doter les agriculteurs d'outils permettant l'accès à l'agriculture digitale climato-intelligente et d'outils de collecte des données, rappelle-t-on.

Art & culture

“Schumacher”, plongez dans l’intimité du champion allemand



Le documentaire a fait grand bruit alors qu’il est consacré à un personnage incapable de communiquer et dont l’entourage s’est longtemps muré dans le silence. “Schumacher”, le documentaire consacré au pilote F1, disponible depuis le 15 septembre sur Netflix, revient non seulement sur la vie privée du champion, invisible depuis son accident, mais aussi sur des images oubliées ou inédites. Le film de près de deux heures (1h52) recèle également des interviews d’un autre temps. Un temps où Schumacher était plein de vie.

Depuis sa terrible chute de ski, à Noël 2013, entre la bleue de la Biche et la Rouge des Chamois, à Méribel en France, le «baron rouge» est placé dans le coma. Sa femme, Corrina, ne s’était quasiment jamais exprimée. Du moins, jusqu’au jour où elle rencontre un trio de réalisateurs qui va réussir à la convaincre que son mari a encore le droit d’être sous le feu des projecteurs.

Trois Allemands persévérants, Hanns-Bruno Kammertöns, Vanessa Nöcker et

Michael Wech, auteurs par le passé d’un documentaire sur l’itinéraire compliqué de Boris Becker : Der Spieler, ont finalement réussi à obtenir un laissez-passer, et plus précisément un laissez-filmer, via un accord avec la famille. Ce n’était pas une mince affaire. Quatre ans d’approche ont été nécessaires pour rendre de l’impossible possible. Un travail de sape qui a porté ses fruits.

Dans ce film d’une intensité émotionnelle de chaque instant, Corrina, la femme du géant allemand, s’y montre droite, fière et loquace. “Je n’ai pas accusé Dieu pour ce qui s’est passé. C’est toujours terrible de se dire pourquoi nous ? Pourquoi Michael ?” Face à la caméra, elle affronte les dures épreuves de la vie avec force et courage. Michael Schumacher n’est pas loin, derrière une porte ou deux. Difficile de savoir laquelle pousser pour l’apercevoir dans cette villa aux trente-cinq pièces, à l’image d’un château baroque avec vues sur l’élégant Léman et le beau Mont-Blanc.

Le septuple champion du monde de

F1 y poursuit une convalescence longue, douloureuse et surtout incertaine. “Il me manque tous les jours. Mais il est là. Il est différent, mais il est là, et ça nous donne de la force.

On est ensemble, on vit ensemble à la maison. Il suit des traitements. On fait tout pour améliorer son état et lui faire ressentir notre famille”, raconte Corrina, l’une des rares personnes à avoir la chance de voir Michael, lui tenir la main et lui parler sans savoir s’il comprend. Idem pour Jean Todt, l’ancien patron de la Scuderia Ferrari, l’un des vingt grands témoins du film. “Michael a souvent eu un bon destin, malheureusement, il est victime d’un mauvais destin”, regrette-t-il.

Les caméras ne sont pas allées plus loin dans leur quête de sensationnel. Elles sont restées au seuil de l’indécence, animées par un profond respect pour les malheurs de la famille Schumacher. En revanche, la bande son du documentaire est un véritable voyage vers le passé et la vie d’avant du septuple champion du monde de F1 allemand : 307 grands prix, 91 vic-

toires, 7 titres. “On voulait que le film soit intemporel, que l’accident ne soit pas au centre”, argue Benjamin Seikel, un des scénaristes.

Le film ne se gêne pas pour explorer “la complexité du personnage. Un personnage ambitieux, passionné, rigoureux et perfectionniste, ce qui n’est pas toujours positif”, consent Vanessa Nöcker. Comme ce jour où “après un accrochage, je lui ai demandé : tu dois avoir tort parfois ? Il m’a répondu : Pas que je me souviens”, narre David Coulthard, ancien rival, dans une manière de rappeler le perfectionnisme paranoïaque de Schumacher.

Si l’Allemand n’a pas laissé que de bons souvenirs dans le paddock, il peut être fier de l’amour et de l’admiration que lui voue sa famille. “Je suis prêt à renoncer à tout pour que...”, s’étrangle son fils Mick. Rien ne dit qu’une telle issue est possible. Rien ne dit qu’elle ne l’est pas non plus. Mais en attendant l’évolution de son état de santé, Schumacher a fait les choux gras de l’actualité, comme si de rien n’était.

Chady Chaabi

“Morocco, Kingdom of Taste” une campagne de communication pour promouvoir l’art culinaire marocain

Morocco
Kingdom
of Taste



Une vaste campagne de communication placée sous le thème “Morocco, Kingdom of Taste”, aura lieu, du 25 au 29 septembre à New York, dans le but de promouvoir l’offre exportable marocaine.

Prévue dans le prestigieux quartier de Hudson Yards Public Square & Gardens, cette manifestation sera accompagnée d’un showroom haut en couleurs, selon les organisateurs.

Lors de ce rendez-vous, les New-Yorkais sont invités à “venir visiter et déguster, parfois +à l’aveugle+ les fines bouchées spécialement conçues par la Cheffe marocaine Yasmina Ksikes”, indique-t-on de même source.

La thématique adoptée pour cette action de promotion est : « Morocco, Kingdom of Taste » et cinq filières sont mises en valeur sous forme d’îlots, à savoir : Filière fruits et légumes, Filière agrumes, Filière oléicole, Filière produits du terroir et Filière produits de la pêche.

En effet, l’offre exportable marocaine re-

groupe un ensemble de facteurs permettant d’offrir une variété de produits riches par leurs diversités, reconnus par leur traçabilité, uniques par leurs saveurs et aussi compétitifs grâce à la politique agricole mise en place ces dernières années par le Royaume, relève le communiqué, notant que les produits agricoles et halieutiques marocains sont à présent un gage de fiabilité, de crédibilité et d’authenticité. A l’heure où les tendances de consommation sont orientées vers une alimentation saine et responsable, le Maroc, avec tous les efforts déployés, peut se vanter de répondre à ces critères, poursuit la même source, rappelant que le Royaume est depuis longtemps considéré comme un pays à vocation agricole dont les atouts naturels confèrent à ses produits une compétitivité naturelle à l’international.

“Grâce à une politique agricole innovante et dynamique, et à un ensemble de facteurs géographiques et humains, le Maroc est devenu en quelques années un acteur majeur

des exportations agroalimentaires et halieutiques”, ajoute-t-on.

La même source explique que cette compétitivité à une origine multiple, à savoir une grande fraîcheur et une qualité gustative des produits, des conditions climatiques exceptionnelles assurant une grande disponibilité des produits de base, un coût de la vie et de la main-d’œuvre très inférieur à celui d’Europe ou d’autres pays et une excellente position géographique qui fait du Maroc un hub africain d’envergure tourné à la fois vers l’Europe et l’Afrique, outre une destination attractive pour les investissements étrangers.

A ce titre, et dans le cadre de ses missions de promotion et de développement des produits agro-alimentaires et halieutiques, l’Etablissement autonome de contrôle et de coordination des Exportations (EACCE) – Morocco Foodex, organise cette action d’information et de promotion inédite à destination des consommateurs sur le marché américain, conclut le communiqué.

L'Oriental Fashion show sur le podium de la Semaine de la mode à Milan

L'Oriental Fashion show s'est associé avec la Chambre monégasque de la mode et Monte-Carlo Fashion Week pour présenter des créateurs orientaux, et ce pour sa première édition à la Semaine de la mode à Milan. Événement créé en collaboration avec la Chambre monégasque de la mode, l'Oriental Fashion show Milan sera l'occasion pour trois designers célèbres, qui s'inspirent de la riche culture orientale et y ont leurs racines, de montrer leurs créations devant un public ex-

ceptionnel, indique un communiqué de l'Oriental Fashion show.

Ainsi, le premier et unique projet international dédié à la promotion de la haute couture orientale et né de l'esprit créatif de Hind Joudar, est arrivé sur le podium de Milano Moda Donna le 21 septembre, dans le cadre somptueux du Palazzo Turati, après une série de Fashion show à Dubaï, Marrakech et Istanbul. "Rendez-vous", tel est le nom du projet de cette édition, se présente comme un véritable carrefour des

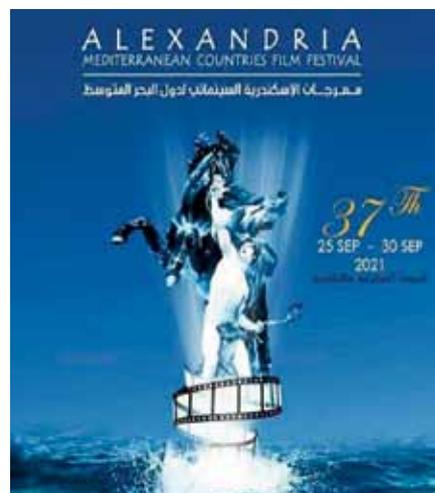
cultures, une rencontre entre les savoir-faire orientaux et occidentaux qui célèbre cette passion de la mode qui ne connaît pas de frontières.

L'invité spécial Jamal Taslaq de Palestine, Zineb Joundy et Wafa Idrissi du Maroc sont les créateurs qui, dans leurs collections, expriment la quintessence d'une culture millénaire, née de la sagesse ancienne des artisans et embellie par cette attention au luxe et au glamour qui constitue une richesse profonde à transmettre, note le communiqué.



Bouillon de culture

Festival



La direction du Festival du cinéma méditerranéen d'Alexandrie, qui tient sa 37ème édition du 25 au 30 septembre courant, a dévoilé la liste de la compétition des courts métrages du festival qui comporte 17 œuvres, dont le film marocain «La dernière vague» (Al mawja Al akhira) du réalisateur Mustapha Farmati. Figure également sur la liste de cette manifestation cinématographique, le film maroco-français «Le chant du péché» de Khalid Maadour.

Le Maroc participe aussi au jury de cette compétition. Il est représenté en la personne de l'académicien Hassan Roukh, aux côtés de la réalisatrice bosniaque Ena Sendjarevic, de l'artiste égyptien Karim Kassem, de la réalisatrice espagnole Nayra Sanz Fuentes et du critique allemand Thomas Kaskii.

Parmi les œuvres les plus marquantes de la compétition des courts métrages figurent le roumain «La Ahad» de Mihaia Raris Hanteo, l'égyptien «Yohka Anna» d'Abdel Fattah Zeidan, le palestinien «Uranus» d'Aya Ahmed Matar, le français «Tahta Attourab» d'Eric Ribot, le syrien «Habl Al Ghas-sil» réalisé par Mahmoud Jakmaki, le grec «Hanse» de Vivian Papageorgiou, et «Nihayat Al Mouanata» de la Grèce, réalisé par Jacqueline Lentzo.

Participation du Maroc au Forum international des narrateurs



Le Maroc fait partie des 38 pays qui prennent part à la 21ème édition du Forum international des narrateurs, dont le coup d'envoi de la 21ème édition a été donné jeudi à Sharjah, aux Emirats arabes unis. Cette édition, qui jette la lumière sur les fables, sera marquée par de nombreux rencontres-débats et ateliers de formation, avec la participation d'une pléiade d'experts, de chercheurs et d'écrivains, en plus d'une exposition, d'un panel intellectuel, d'événements virtuels et d'ateliers dédiés aux enfants.

Ainsi, la présidente de l'Association Rencontres pour l'éducation et les cultures, Najima Thay Thay, a souligné la nécessité de prêter plus d'attention au conte populaire, qui constitue un élément important du patrimoine et contribue au développement de la société, tout en appelant à montrer à l'égard des narrateurs et des conteurs davantage de respect.

L'association œuvre en collaboration avec des organismes culturels pour assurer la formation de nouveaux jeunes narrateurs, en organisant des prix, notamment celui du

meilleur enfant narrateur, du meilleur enfant conteur, a-t-elle fait savoir dans une déclaration à la MAP, soulignant à cet égard que l'activité des narrateurs marocains s'étant illustrée dans plusieurs forums internationaux, n'est plus limitée aux places, mais se déroule désormais dans les théâtres et les cinémas.

“Le patrimoine doit être approché, non pas comme un “passé”, mais comme un produit culturel à commercialiser dans un bel écran, a relevé Mme Thay Thay.

De son côté, le président du Comité d'organisation du Forum, Abdulaziz Al-Musal-lam, a indiqué que “nous sommes une nation orale, et devant le développement de la science moderne et des nouvelles connaissances, notre nation ne cesse de se délecter des contes et des narrateurs traditionnels”.

La République du Soudan qui est l'invité d'honneur du Forum, est représentée par Ahmed Abdel Rahim Nasr, auquel un hommage sera rendu pour ses contributions dans le domaine du patrimoine culturel, ainsi qu'au Tunisien Abdelaziz El Aroui.



Les Etats-Unis veulent mener l'effort mondial de lutte contre la pandémie de la Covid-19



Les Etats-Unis vont doubler leurs dons de vaccins contre le Covid-19, portant le total de doses promises à des pays pauvres à plus de 1,1 milliard, a annoncé Joe Biden mercredi, affichant clairement son intention de mener la riposte mondiale contre la pandémie.

Le président américain aurait pu faire l'annonce mardi devant l'Assemblée générale des Nations unies, mais il l'a réservée à une réunion virtuelle organisée à son initiative le lendemain.

"J'ai fait la promesse, et je la tiens, que l'Amérique sera l'arsenal de vaccins du monde, tout comme elle a été l'arsenal de la démocratie pendant la Seconde Guerre mondiale", a-t-il dit depuis la Maison Blanche, entouré d'écrans. Et ce alors que Pékin veut aussi se positionner comme un recours pour les pays en quête de vaccins.

Pour chaque dose administrée aux Etats-Unis, Washington en donne trois à d'autres pays, a précisé le président.

Participaient à la réunion, entre autres, le président sud-africain Cyril Ramaphosa, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, le président indonésien Joko Widodo, ou encore les responsables des Nations unies et de l'Organisation mondiale de la santé. "Nous avons besoin que d'autres pays à hauts revenus mettent en pratique leurs promesses ambitieuses de dons", a réclâmé Joe Biden.

L'Espagne a annoncé mercredi

un don de 30 millions de doses au total à des pays en développement, tandis que le Japon a porté à 60 millions le nombre de doses qu'il va fournir au monde.

L'Union européenne, avec laquelle les Etats-Unis entendent coopérer étroitement, va elle distribuer plus de 500 millions de doses.

L'UE et Washington veulent aussi voir naître un Fonds international consacré aux questions sanitaires internationales, ainsi que la mise en place d'un "radar des pandémies" international pour détecter de futurs foyers de contagion.

Les Etats-Unis vont acheter et distribuer aux pays en développement 500 millions de doses supplémentaires du vaccin Pfizer/BioNTech, ce qui porte leurs promesses de dons à 1,1 milliard de doses, en prenant en compte de précédentes annonces.

Pfizer et BioNTech précisent dans un communiqué que le milliard de doses qu'ils vont fournir au total aux Etats-Unis à des fins de don, à prix coûtant, doit être intégralement distribué d'ici août 2022. A ce jour, les Etats-Unis ont déjà expédié environ 160 millions de doses à plus de 100 pays.

Selon une base de données de l'AFP, aux Etats-Unis, environ 55% de la population est entièrement vaccinée, le chiffre dépassant 70% pour la France et 80% pour les Emirats arabes unis.

Mais au Cameroun par exemple, seulement 1,4% de la population a reçu au moins une dose. La proportion est d'un peu plus de 5,5% en Angola. Et ne dépasse pas 0,35% pour Haïti. "Vous ne pouvez pas imaginer notre déception d'être dans une telle assemblée et de côtoyer des pays qui administrent à présent une troisième dose pendant que la plupart de nos concitoyens n'ont pas encore eu la première", a ainsi lancé, dans un message virtuel à l'Assemblée générale de l'ONU, le président du Malawi Lazarus Chakwera. "Cette forme de nationalisme vaccinal est injuste", "cela doit cesser", a-t-il martelé.

Les Etats-Unis répètent à l'envi - et Joe Biden l'a encore dit mercredi - que leurs dons ne sont accompagnés d'aucune condition politique, une manière plus ou moins voilée de pointer la Chine, qui selon eux pratiquerait une "diplomatie du vaccin" en calibrant très précisément ses dons.

Le président chinois Xi Jinping, dans un message vidéo à l'ONU diffusé mardi, a estimé qu'"assurer une distribution juste et équitable des vaccins dans le monde était une priorité pressante".

La Chine entend "fournir au total 2 milliards de doses de vaccin au monde d'ici la fin de l'année", a-t-il dit, répétant un chiffre déjà donné par les autorités chinoises, qui ne précisent pas toutefois dans quelle proportion il s'agit là de ventes ou de dons.

Vert, orange ou rouge

Quelle sera la couleur des prochains mois ?

Entre l'envie d'y croire et la crainte de nouvelles déceptions, le monde se demande quand il tournera la page du Covid-19. Mais il est difficile de prévoir la suite d'une pandémie qui a déjà déjoué les pronostics.

En Europe, l'épidémie semble se tasser, après les pics provoqués par le variant Delta.

Au niveau mondial, l'OMS a relevé, pour la semaine du 6 septembre, "la première baisse substantielle des cas hebdomadaires en plus de deux mois". "Le nombre de cas hebdomadaires (3,6 millions) et de décès (60.000) dans le monde a continué de diminuer" dans la semaine du 13 septembre, a également noté l'instance dans son dernier point, mardi soir.

Et dans les pays riches, la vaccination progresse.

"Je pense qu'une grande partie de la planète - dont la majeure partie de l'Europe et des Amériques - entre dans la phase finale de la pandémie", a récemment estimé sur Twitter le Pr

François Balloux, de l'University College de Londres.

"Il y aura des flambées épidémiques dans les prochains mois et années, mais je ne m'attends pas à des vagues comparables à celles que nous avons vécues ces 18 derniers mois", a-t-il ajouté.

"Ce qu'on est en train d'observer, c'est une transition d'un régime de vagues vers un régime de circulation plus tamponné, avec de moins fortes amplitudes", déclare à l'AFP l'épidémiologiste Mircea Sofonea.

Cette amélioration pousse plusieurs pays européens à alléger leurs restrictions, voire à les lever comme l'a fait le Danemark le 10 septembre.

"Dans quinze jours ou trois semaines, on saura si l'expérience danoise est encourageante", dit à l'AFP l'épidémiologiste Antoine Flahault.

On saura alors "si l'on peut recommander à d'autres pays européens de lever l'usage étendu du pass sanitaire, et même le port du masque, sans courir de risque imminent de rebond épidémique, quitte à

les instaurer à nouveau en cas de reprise des contaminations".

Malgré l'amélioration actuelle, la fin de la pandémie n'est pas encore en vue, jugent la plupart des scientifiques, échaudés par de précédentes déceptions.

"C'est trop tôt pour dire cela pour l'ensemble de la planète, même si c'est davantage vrai dans les parties du monde hautement vaccinées", assure à l'AFP le virologue britannique Julian Tang, en pointant "d'importantes inégalités en termes de vaccination" selon les pays.

"Moins de 2% de la population des pays les plus pauvres a reçu au moins une dose de vaccin", renchérit Antoine Flahault.

En outre, "il reste une dynamique épidémique de croissance exponentielle des cas dans plusieurs endroits de la planète, notamment en Europe centrale et de l'Est, en Afrique, en Asie, en Israël et aux Amériques (Canada, Salvador, Belize...), donc on ne peut pas dire que la pandémie soit derrière nous".

Et même dans les pays riches fortement vaccinés, il n'est pas dit que l'accalmie actuelle se poursuive. D'autant que les températures baissent dans l'hémisphère Nord, ce qui favorise les regroupements en intérieur et peut donc relancer la circulation du virus.

"Globalement, c'est une situation qui a l'air d'être un peu plus favorable qu'au cœur de l'été mais attention à la situation de l'Europe et l'Amérique du Nord au cœur de l'automne", prévient Mircea Sofonea.

"Ce que l'on retient de cette pandémie, c'est son caractère imprévisible", rappelle Antoine Flahault. "Personne n'avait prédit l'émergence du variant Delta en Inde au printemps dernier, même si ce type d'évolution était redoutée".

Le variant Delta est désormais dominant à travers le monde. S'il est particulièrement contagieux, il ne fait pas échec aux vaccins : ceux-ci restent efficaces contre les formes graves de la maladie, même s'ils le

sistent moins contre l'infection.

Mais cela pourrait ne pas durer.

"Si une mutation du variant Delta venait à le rendre plus résistant aux vaccins existants, cela pourrait remettre en cause l'évolution favorable actuelle", explique le Pr Flahault.

"Par ailleurs, une proportion très importante des populations des pays pauvres n'étant pas vaccinée, il se peut que cela conduise à d'importantes vagues dans ces pays et à l'émergence de nouveaux variants", ajoute-t-il.

"Tant que ce virus circule à un haut niveau quelque part dans le monde, on ne sera pas vraiment à l'abri de nouvelles vagues. L'urgence désormais, pour la sécurité mondiale, est de vacciner le plus de personnes possible sur Terre", insiste-t-il.

D'autant que les systèmes de santé ont été mis à rude épreuve depuis le début de la pandémie et auraient du mal à encaisser de nouvelles vagues successives.

Au Liban, un numéro contre le suicide submergé par des appels désespérés

A l'autre bout du fil, un père de famille annonce qu'il veut se suicider car il ne parvient plus à nourrir ses quatre enfants. Au Liban, touché par une crise socio-économique inédite, la sonnerie du seul numéro vert de prévention contre le suicide ne cesse de retentir.

Avec environ 1.100 appels par mois --des dizaines par jour--, le nombre d'appels a plus que doublé en un an. L'effondrement économique du pays, mais aussi l'explosion le 4 août 2020 au port de Beyrouth qui a ravagé la capitale, a provoqué chez les Libanais traumatisés une véritable crise de santé mentale.

Le phénomène a été exacerbé par le départ massif de médecins --dont des spécialistes de la santé mentale--, ainsi qu'une pénurie de médicaments, y compris d'anxiolytiques et d'antidépresseurs, introuvables dans les pharmacies.

Le numéro vert "Embrace Lifeline" (1564) mobilise des volontaires qui, sans relâche, écoutent des Libanais épuisés par des batailles sans fin pour trouver de l'essence, de quoi se nourrir, un emploi ou fuir le pays.

"Beaucoup de gens ont perdu espoir", résume Mia Atoui, cofondatrice de l'ONG Embrace, qui gère cette ligne téléphonique. "Ce matin, nous avons été réveillés à 05H30 par un sans-abri de 31 ans qui voulait se suicider", confie-t-elle à l'AFP. "La semaine dernière, c'était un père de famille dans la vallée de la Bekaa qui voulait mettre fin à ses jours parce qu'il n'a plus les moyens de nourrir ses quatre enfants", ajoute-t-elle.

Un exemple non isolé: Magalie Eid, volontaire de 23 ans à Embrace depuis deux ans, se souvient de l'appel d'une veuve. "Elle n'avait pas les moyens de



nourrir (ses trois enfants), elle ne savait pas si elle devait mettre fin à ses jours, ou si elle devait se tuer avec ses enfants.

"De plus en plus de mineurs appellent, leur nombre représentant désormais environ 15% des appels en juillet, selon des statistiques compilées par Embrace.

Pour répondre aux appels croissants, le numéro vert fonctionne désormais 21 heures par jour, contre 17 heures auparavant, avec pour objectif d'assurer un service 24h/24 dans les prochains mois.

De l'aide psychologique gratuite a également été mise en place avec une centaine de personnes déjà inscrites sur une

liste d'attente.

Depuis deux ans, le pays enchaîne tragédies et traumatismes. Les espoirs déçus après le soulèvement populaire d'octobre 2019 --qui avait pour objectif de renverser une classe politique accusée de corruption et inamovible depuis des décennies-- se sont conjugués à une pandémie et l'explosion dévastatrice au port de Beyrouth en 2020. La situation a encore empiré depuis fin juin avec l'effondrement d'un système de subventions, ce qui a provoqué des pénuries en tous genres et poussé de nombreux Libanais à fuir le pays.

"Nous observons plus de cas

d'anxiété et de dépression, mais aussi des situations plus graves", souligne Fadi Maalouf, chef du département de psychiatrie à l'hôpital américain de Beyrouth. Certains patients "ont réduit leur traitement" en raison du manque de médicaments "ou décidé d'arrêter leur traitement, devenant ainsi encore plus déprimés, voire suicidaires", explique M. Maalouf. "Tous étaient stables avant." Avec une demande en forte hausse, la psychologue Nanar Iknadioussian a du mal à suivre le rythme.

La femme de 29 ans travaille 13 heures par jour sans répit et reçoit de nouvelles sollicitations qu'elle est obligée de décliner.

Or, ses patients ont besoin "d'approches thérapeutiques très rapides axées sur des solutions", explique-t-elle à l'AFP. "C'est comme des soins de premiers secours psychologiques (...) nous ne faisons que limiter les dégâts.

"D'une ampleur sans précédent, la crise a provoqué une paupérisation à grande échelle: près de 80% de la population vit aujourd'hui sous le seuil de pauvreté selon l'ONU.

Pour Bouchara, une bénévole de 26 ans à l'ONG Embrace, son travail est devenu une "mission impossible". "Nous sommes censés redonner de l'espoir dans un pays où l'espoir n'existe plus."

Merkel condamne le meurtre "horrible" d'un employé par un anti-masque



La chancelière allemande Angela Merkel condamne le meurtre "horrible" d'un employé d'une

station-service par un client qui refusait de porter un masque anti-Covid, a déclaré mercredi sa porte-parole, Ul-

rike Demmer.

"Le gouvernement condamne ce meurtre ciblé dans les termes les plus forts", a déclaré la porte-parole lors d'une conférence de presse, dénonçant "une violence qui laisse sans voix".

L'acte, survenu samedi mais rendu public mardi, a provoqué un vif émoi dans le pays. La victime, un étudiant âgé de 20 ans, a été abattu par un homme de 49 ans apparemment pour avoir refusé de l'encaisser, car ce dernier ne portait pas de masque de protection contre le Covid-19. L'auteur présumé du meurtre, qui a reconnu les faits, s'est livré le lendemain à la police.

Ce fait divers tragique, à quelques jours des élections législatives dans le

pays, a relancé les craintes d'une radicalisation du mouvement des opposants au port du masque et aux restrictions sanitaires qui se qualifient eux-mêmes de "libres penseurs" (Querdenker). "Le fait est déjà insupportable", mais il est de surcroît utilisé sur les médias sociaux comme motif "pour essayer de diviser notre société, attiser la haine et les dénigrements, il est détourné pour appeler à la violence", a-t-elle dénoncé.

Un porte-parole du ministère de l'Intérieur a souligné lors de la même conférence de presse que le meurtre semble être un "cas isolé" et que le mouvement des opposants au masque a perdu de son ampleur avec l'assouplissement des restrictions mises en

place dans le pays, au fur et à mesure que la vaccination a progressé.

Parallèlement il a reconnu que "certains acteurs" de cette mouvance semblent s'être radicalisés, via des groupes de messagerie d'extrême droite, ce qui aurait été le cas de l'auteur présumé du meurtre samedi, selon des médias. Le ministre des Affaires étrangères, Heiko Maas, avait déjà mis en cause mardi les "Querdenker", déplorant que "la haine et le harcèlement (...) tuent des gens".

Le ministre de la Santé, Jens Spahn, a pour sa part estimé mercredi qu'il fallait "dire non de façon claire et résolue à toute forme d'extrémisme liée à la pandémie", lors d'une conférence de presse distincte.

Echange téléphonique entre les deux dirigeants français et américain

Fin de la crise des sous-marins ?

Près d'une semaine après la crise des sous-marins, survenue entre la France, d'une part et les Etats-Unis d'Amérique et l'Australie de l'autre, un entretien téléphonique, très attendu, sollicité par Washington a finalement eu lieu entre le dirigeant américain Joe Biden et le président français Emmanuel Macron.

Cet échange qui a duré une trentaine de minutes, vient esquisser un début de règlement de ladite crise et un retour à la normale. Les deux chefs d'Etat «ont annoncé mercredi des «engagements» pour rétablir une confiance durement éprouvée», rapporte l'Agence française de presse (AFP).

Il est à rappeler que la crise en question a été qualifiée par les observateurs et experts des relations internationales de crise diplomatique la plus grave entre les Etats-Unis et la France depuis la position

française hostile à la guerre d'Irak en 2003.

Lors d'un point de presse, le porte-parole de la Maison Blanche, Jen Psaki, a indiqué que la conversation était «amicale» et que Joe Biden «espérait» que cet entretien marquerait «une étape vers un retour à la normale» entre les deux alliés. Il sera, d'ailleurs, suivi à New York, où se tient l'Assemblée générale annuelle de l'ONU, d'un tête-à-tête entre les ministres des Affaires étrangères français et américain, Jean-Yves Le Drian et Antony Blinken, a annoncé une responsable américaine.

Les deux dirigeants, Joe Biden et Emmanuel Macron, quant à eux, ont décidé de se retrouver «à la fin du mois d'octobre» en Europe en marge des travaux du G20 qui se tiendront à Rome les 30 et 31, puis à la COP26 qui aura lieu, début novembre à Glasgow, en Ecosse. En attendant, ils lanceront «un processus de consultations approfondies visant à mettre en place les conditions garantissant la confiance». A cet effet, le président Emmanuel Macron a décidé que l'ambassadeur de France aux Etats-Unis d'Amérique, «rappelé pour consultations» à l'issue du déclenchement de la crise, Philippe Etienne, retournerait à Washington «la semaine prochaine».

«Les messages sont bons», avec la reconnaissance qu'il aurait fallu «mieux communiquer», a estimé, dans un commentaire de ces derniers développements, le directeur pour l'Europe du cercle de réflexion Atlantic Council, Benjamin Haddad. «Les Américains ont compris que le choc principal à Paris ne venait pas tant de l'aspect commercial que de la rupture de confiance», a-t-il souligné.

Là-dessus, tranchant avec le



ton très virulent des déclarations françaises de ces derniers jours, le communiqué commun précise d'une manière très mesurée que «l'engagement de la France et de l'Union européenne dans la région indo-pacifique revêt une importance stratégique». Dans ce même ordre d'idées, Joe Biden a également jugé «nécessaire que la défense européenne soit plus forte et plus performante «pour contribuer à la sécurité transatlantique et compléter «le rôle de l'OTAN», un sujet marqué, dans le passé, par une certaine ambivalence de l'attitude des Etats-Unis alors qu'il est une priorité française.

D'autre part, la crise a suscité un débat intense en France et dans d'autres pays de l'Union européenne, sur la nécessité géostratégique d'évoluer vers une plus grande souveraineté européenne en matière de défense pour parvenir à s'affranchir du parapluie américain.

A ce propos, précisément, le ministre français de l'Economie, Bruno Le Maire, a estimé que la crise des sous-marins avait montré que l'Union européenne ne pouvait «plus compter» sur les Etats-Unis pour garantir sa protection ».

«La première leçon qu'il faut tirer de cet épisode, c'est que l'Union européenne doit construire son indépendance stratégique. L'épisode afghan et l'épisode des sous-marins montrent que nous ne pouvons plus compter sur les Etats-Unis d'Amérique pour garantir notre protection stratégique», a-t-il déclaré à France Info.

«Les Etats-Unis n'ont plus qu'une seule préoccupation stratégique, la Chine, et contenir la montée en puissance de la Chine». Autant l'ancien président Donald Trump que l'actuel Joe Biden «estiment que leurs alliés (...) doivent être dociles. Nous, nous estimons que nous devons être indépendants», a martelé Bruno Le Maire.

«Il faut que nos partenaires européens ouvrent les yeux», a-t-il ajouté, faisant allusion au soutien apporté par le Danemark aux Etats-Unis, à contre-courant des critiques exprimées par les dirigeants responsables européens à la suite de la décision australienne de rompre le contrat passé avec le français Naval Group, au profit d'un partenariat avec les Etats-Unis et le Royaume-Uni.

Par ailleurs, les dirigeants de l'Union européenne ont été quasi-unanimes à déplorer, avec virulence, le traitement «inacceptable» de la France et «un manque de loyauté».

En effet, lors d'une réunion à «huis clos», les ministres des Affaires étrangères des 27 pays membres de l'Union européenne ont apporté leur «soutien» et «clairement leur solidarité à l'égard de la France», d'après le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell.

Rachid Meftah



Développements diplomatiques positifs mais mitigés

Vers un nouveau système politique en Tunisie ?

Les "mesures exceptionnelles" décrétées par le président tunisien Kais Saïed pour renforcer ses pouvoirs au détriment du gouvernement et du Parlement dessinent les contours d'un nouveau système politique qui suscite l'inquiétude de ses opposants et de la société civile.

Dorénavant, le président légifèrera à travers des décrets-lois, sans vote du Parlement dont les activités sont suspendues depuis que M. Saïed s'est octroyé les pleins pouvoirs le 25 juillet et présidera les réunions du Conseil des ministres.

Pour le constitutionnaliste tunisien Chafik Sarsar, on ne peut pas parler de "dissolution du Parlement". Le président a décidé de "rompre avec la Constitution de 2014", qui avait instauré un régime hybride plutôt parlementaire, explique-t-il.

Pour ce professeur, le président a mis en place "une organisation temporaire des pouvoirs pour pré-

parer la transition vers un autre système constitutionnel".

Selon M. Sarsar, M. Saïed a instauré une sorte de "nouvelle mini-Constitution".

L'objectif de ses décrets est de supprimer les "déséquilibres de la Constitution de 2014" qui penchait trop en faveur du Parlement, estime l'analyste politique Salah al-Din al-Jourshi.

Le scrutin législatif de novembre 2019 avait abouti à un Parlement émiétté qui avait permis au parti d'inspiration islamiste Ennahdha, bête noire de M. Saïed, d'y assumer un rôle pivot.

M. Jourshi a mis en garde contre une possible dérive vers un "régime présidentiel excessif", avec le risque que le président "ne devienne le centre du pouvoir autour duquel tourne l'Etat".

Le politologue français Vincent Geisser, chercheur à l'institut IREMAM, spécialisé sur le monde arabe, va plus loin en estimant que "ce décret officialise le tournant

présidentiel, de pouvoir personnel et autoritaire dans lequel la Tunisie est engagée depuis le 25 juillet".

Pour ce chercheur, ces mesures débouchent sur "une marginalisation du Parlement et des partis politiques, avec un pouvoir exécutif centré quasiment exclusivement sur le président et un gouvernement qui n'est qu'un chef d'administration au service du président". A ses yeux, le président Saïed a "tourné la page de la première phase de démocratisation de la Tunisie".

Officiellement, il s'agit de "mesures exceptionnelles" ayant entraîné la suspension de facto de deux chapitres de la Constitution régulant les pouvoirs exécutif et législatif.

Le décret présidentiel annonce aussi l'instauration d'une commission --dont le président décidera la composition-- qui assistera le président dans "la préparation des projets d'amendements relatifs aux

réformes politiques". M. Saïed a laissé entendre qu'il souhaitait amender la Constitution de 2014.

"On n'est pas dans une simple gestion provisoire pour remettre de l'ordre dans le pays", estime M. Geisser qui voit plutôt dans les décrets de mercredi, "les jalons d'un nouvel ordre politique, la base de nouvelles institutions". "Dans ce décret, on perçoit le programme politique de Saïed, un nouveau régime politique centré sur le président".

M. Jourshi en convient. "Une part importante du projet commence à se cristalliser de plus en plus", précisant d'"un système présidentiel", dit-il.

Ennahdha, par la voix d'un de ses dirigeants, Samir Dilou, a déploré une "transition d'un pouvoir démocratique vers le pouvoir d'un seul homme", tandis qu'un autre responsable Mohammad Al-Goumani, a accusé M. Saïed d'"entraîner la Tunisie vers une zone à hauts risques".

Pour le moment, Kais Saïed "bénéficie d'un capital confiance très fort dans la société civile", estime M. Geisser. Il y a "une division entre ceux qui croient voir en lui l'homme fort qui va sauver la Tunisie et les autres".

"Ce président a des relais dans les élites, il a l'appui des forces sécuritaires, c'est un président très fort", souligne-t-il.

Depuis la révolution de 2011 qui a renversé le régime Ben Ali, la parole s'est libérée en Tunisie, dans tous les milieux: ONG, syndicats, milieux politiques, artistiques et médiatiques.

Mais selon M. Geisser, il n'y a "pas de front démocratique uni, les acteurs de la société civile sont divisés et un phénomène de peur a commencé à s'installer".

Un premier test aura lieu dimanche puisque l'ancien président Moncef Marzouki, suivi par une partie des élites, a appelé à un rassemblement à Tunis "contre la dictature et la corruption".

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DE L'ELECTRICITE ET DE L'EAU POTABLE (ONEE)
Branche Eau
DIRECTION REGIONALE DU TENSIFT
AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT- N°64/DR2/2021
La Direction Régionale du Tensift de l'ONEE- Branche Eau, sise à Marrakech, lance le présent appel d'offres qui concerne aux Travaux d'entretien du réseau de distribution et de l'adduction aux Communes MESKALA, EL MOUARIDE, KOURIMATE, EZZAOUITE, SIDI GHANEM, BIZDADE, AIT SAID, SIDI EL JAZOULI ET SIDI AHMED OULHAMED et Douars (système 1,2,3,4,5; et 6- Province Essauira)
Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 10 du règlement de la consultation.
Cette consultation est ouverte uniquement aux petites et moyennes entreprises nationales telles que définies par l'article n°1 de la loi n°53-00 formant charte de la petite et moyenne entreprise.
L'estimation du coût des prestations s'élève à 212 940,00 DH TTC.
Le montant du caution-

nement provisoire est fixé à 3000,00 DH.
Le dossier de consultation est consultable et téléchargeable sur le portail des marchés publics à l'adresse : <https://www.marches-publics.gov.ma/>.
Le dossier de consultation est remis gratuitement aux candidats.
En cas d'envoi du dossier de consultation par la poste à un candidat, sur sa demande écrite et à ses frais, l'ONEE- Branche Eau n'est pas responsable d'un quelconque problème lié à la réception du dossier par le destinataire.
Les plis des concurrents, établis et présentés conformément aux prescriptions du règlement de la consultation, doivent être :
- soit déposés contre récépissé au Bureau d'Ordre de la Direction Régionale du Tensift de l'ONEE - Branche Eau, Boulevard Mohamed V- Angle Rue Badr, Gueliz- Marrakech, avant la date et l'heure fixées pour la séance d'ouverture des plis.
- soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception au Bureau d'Ordre de la Direction Régionale du Tensift de l'ONEE - Branche Eau, Boulevard Mohamed V-

Angle Rue Badr, Gueliz BP : 631-Marrakech, avant la date et heure de la séance d'ouverture des plis.
- soit remis au président de la commission d'appel d'offres en début de la séance d'ouverture des plis.
L'ouverture des plis aura lieu le Jeudi 21 Octobre 2021 à 10 heures à la Direction Régionale du Tensift de l'ONEE - Branche Eau, sis à l'adresse sus indiquée.
Les demandes d'éclaircissement doivent être formulées uniquement sur le portail des marchés publics.
Le règlement des achats de l'ONEE et les cahiers généraux sont consultables et téléchargeables à partir du site internet des achats de l'ONEE- Branche Eau à l'adresse : <http://www.onep.ma> (Espace entreprise - rubrique Achats) ajjdoua@onee.ma
N°8020 /PC
SOCIETE LOTUS BLELU
- Aux termes d'un acte s.s.p en date du 07/09/2021, l'association de la société LOTUS BLELU SARL AU, a décidé :
- Cession des parts sociales de Mr BELAL ABDELRAHMAN MOHAMED MO-

HAMED OKIBY (666) au profit de Mr. MOHAMED EL HADI IBRAHIM HASSOUNA (333) et Mme KAWTAR EL AMMARE (333).
- Le Capital est fixé à 100.000,00 dirhams divisé en 1000 parts sociales de 100 dirhams chacun répartie comme suit :
- Mr. BELAL ABDELRAHMAN MOHAMED OKIBY 334 Parts.
- Mr. MOHAMED EL HADI IBRAHIM HASSOUNA 333 Parts.
- Mme KAWTAR EL AMMARE 333 Parts.
- Le dépôt légal a été déposé au greffe de tribunal de commerce de Casablanca le 15/09/2021 sous n°792692.
N°8021 /PA
STE DE TRANSPORT SAHOUNE EZ-ZAROUALI SARL
- Aux termes d'un acte s.s.p en date du 18/09/2020 les associations de la société DE TRANSPORT SAHOUNE EZZEROUALI, ont décidé que la liquidation est clôturée à compter de ce jour, le lieu de clôture de liquidation : DOUAR LAGOUTATE OULAD CHAIB OULAD MOHAMED BEN AHMED.
- Le dépôt légal a été déposé

au greffe de tribunal D'instance Benhmed de Casablanca sous n° de registre de commerce n°555.
N°8022 /PA
ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'INTERIEUR
PROVINCE D'EL JADIDA
SECRETARIAT GENERAL
AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT n°25/2021/INDH
Le lundi 18 octobre 2021 à 10 :00 heures, Il sera procédé, dans les bureaux de Mr le Gouverneur de la province d'El Jadida à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres sur offres des prix relatifs à l'Acquisition des jeux éducatifs pour équipement du centre d'autisme au Lycée Technique Errazi ville El Jadida.
Le dossier d'Appel d'offres peut être retiré à la Division des Affaires Administratives /service du budget et des Marchés au Secrétariat Général de la Province d'El Jadida, il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés de l'Etat : www.marchespublics.gov.ma.
- Le cautionnement provisoire est fixé à : Dix Mille dirhams (10.000,00 DH)

L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de : quatre cent quarante neuf mille trois cent douze dirhams et 50 cts (449 312,50 dh)
- Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n°2.12.349 relatif aux marchés publics.
Les concurrents peuvent :
- Soit envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité.
- Soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau d'ordre du Secrétariat Général de la Province d'El Jadida.
- Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
- Soit les envoyer par voie électronique conformément à l'article 7 de l'arrêté du ministre de l'économie et des finances n°20-14 du 04/09/2014.
Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 10 du règlement de consultation
N°8023 /PA

ROYAUME DU MAROC
AGENCE NATIONALE DES PORTS
DIRECTION REGIONALE DES PORTS DE SAFI
DIRECTION DU PORT D'ESSAOURA
AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT
29/DRFS/ANP/ESS/2021
SEANCE PUBLIQUE

Le 19/10/2021 à 11H00 Il sera procédé, dans les bureaux de la Direction Régionale des Ports de Safi à l'ouverture des plis de l'appel d'offres relatif à l'appel d'offres sur offres de prix, pour :

TRAVAUX D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE AU PORT D'ESSAOURA

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré à ANP-DIRECTION REGIONALE DES PORTS DE SAFI auprès de la Division Support.

Il peut également être téléchargé à partir du portail marocain des marchés publics www.marchespublics.gov.ma, dans les conditions prévues à l'article 19 du règlement du 09 Mai 2014 fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'ANP ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : **10 000,00 DIX MILLE DIRHAMS**

L'estimation du coût des prestations établie par le maître d'ouvrage est de : **669 672,00 TTC**
SIX CENT SOIXANTE NEUF MILLE SIX CENT SOIXANTE DOUZE DIRHAMS TOUTE TAXES COMPRISES

Le contenu ainsi que la présentation des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du règlement fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'ANP.

Les concurrents peuvent :
*Soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau de la DIRECTION REGIONALE DES PORTS DE SAFI ET DIRECTION DU PORT DE SAFI ATLANTIQUE au Safi Ville.
*Soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité à l'adresse suivante : ANP-DIRECTION REGIONALE DES PORTS DE SAFI (PORT DE SAFI)
*Soit les envoyer, par voie électronique conformément à l'arrêté du Ministère de l'Economie et des Finances n° 20-14 en date du 04/09/2014 ;
*Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Il est prévu une visite des lieux et une réunion d'information qui auront lieu le : **09/10/2021 à 11H00 DEPARTEMENT DU PORT D'ESSAOURA**

LES PIÈCES JUSTIFICATIVES A FOURNIR SONT CELLES PREVUES PAR L'ARTICLE 10 DU ET 13 REGLEMENT DE LA CONSULTATION.

Pour les sociétés marocaines :
Une copie légalisée du certificat de qualification et de classification des entreprises du BTP délivré par le Ministère de l'Équipement, Transports et de la logistique :
SECTEUR: C QUALIFICATION: C.1 CLASSE: 5

Pour les sociétés non installées au Maroc :
Elles doivent fournir le dossier technique tel que prévu par le règlement de la consultation.

Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser à l'ANP- DIRECTION REGIONALE DES PORTS DE SAFI auprès de la Division Support- Bureau des Marchés de l'ANP
Tél : 06 24 46 42 39 - 06 24 46 29 03 - 06 29 69 42 29 - Fax : 06 24 46 29 44.
N°8026 /PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DU TRANSPORT DE LA LOGISTIQUE ET DE L'EAU
SERVICE DE L'EQUIPEMENT, DU TRANSPORT, DE LA LOGISTIQUE ET DE L'EAU DE RHAMNA

Objet : TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES BLOCS SANITAIRES POUR LES ECOLES RURALES DANS LA PROVINCE DE RHAMNA

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° 26/2021
OUVERTURE DES PLS LE 21/10/2021

Le 21/10/2021 à 10h 30 (Dix Heures et demi), Il sera procédé, dans la salle de réunion du Service de l'Équipement, du Transport, de la Logistique et de l'Eau de Rhamna (Benguerir) à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres sur offres de prix pour :

TRAVAUX DE CONSTRUCTION DES BLOCS SANITAIRES POUR LES ECOLES RURALES DANS LA PROVINCE DE RHAMNA

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré pendant les heures ouvrables du bureau des marchés du Service de l'Équipement, du Transport, de la Logistique et de l'Eau de Rhamna. Il peut être également téléchargé à partir du portail des Marchés Publics sur l'adresse électronique suivante www.marchespublics.gov.ma.

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : **Seize mille huit cent dirhams (16 800,00)**.
L'estimation des coûts des prestations établies par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de : **Un Million Cent Vingt mille Cinq Cent Soixante Dirhams (1 120 560,00Dhs) TTC**.

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n° 2.12.349 relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :
➢ Soit envoyer leurs plis par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau des marchés du SETLE ;
➢ Soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau des marchés du SETLE ;
➢ Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
➢ Soit envoyer par voie électronique au maître d'ouvrage sur le portail marocain de marche publics

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 6 du Règlement de consultation.

Un dossier technique comprenant :

- Pour les concurrents installés au Maroc :**
Une copie certifiée conforme à l'original du certificat de qualification et de classification. Il est exigé pour le présent appel d'offre les qualifications suivantes :

SECTEUR	QUALIFICATION	CLASSE MINIMALE
A	A.2	4
- Pour les concurrents non installés au Maroc :**
 - Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation
 - Les attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'original, délivrées par les hommes de l'art sous la direction desquels lesdites prestations ont été exécutées ou par les maîtres d'ouvrages qui en ont éventuellement bénéficié. Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, le montant, les délais et les dates de réalisation, l'appréciation, le nom et la qualité du signataire.

N°8024 /PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE,
L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
ACADEMIE REGIONALE D'EDUCATION ET DE FORMATION
MARRAKECH-SAFI
DIRECTION PROVINCIALE DE SAFI

AVIS D'ANNULATION DES CONSULTATIONS ARCHITECTURALES
N° : 07/S/CA /2021 ET 08/S/CA/2021

Il est porté à la connaissance du public que les avis publiés au journal libération sous le n° :9418 du 17/09/2021, et alittihad lichtiraki sous le n° :12943 du 16/09/2021 relatifs aux consultations architecturales n° : **07/S/CA /2021 et 08/S/CA/2021** sont annulés.

N°8025 /PA

OFFICE NATIONAL DE L'ELECTRICITE ET DE L'EAU POTABLE (ONEE)
Branche Eau
DIRECTION REGIONALE DU NORD

Gestion des stations de reprise d'Eau Potable au niveau des centres : Imzouren, BniBouayach, Louta et Sidi Bouafif
AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° 101DR9/C/AMN/5/2021

Séance publique
La Direction Régionale du Nord de l'ONEE-Branche Eau, sise 6, Rue Melilla, Castilla, à Tanger lance le présent appel d'offres qui concerne : la Gestion des stations de reprise d'Eau Potable au niveau des centres : Imzouren, BniBouayach, Louta et Sidi Bouafif.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 10 du règlement de la consultation.

Cette consultation est ouverte uniquement aux petites et moyennes entreprises (PME) nationales, aux coopératives, aux unions de coopératives et aux auto-entrepreneurs.

L'estimation du coût des prestations s'élève à 420 000,00 DH TTC. Cette estimation reste indicative et ne constitue pas un montant maximum.

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à 2000 DH ou son équivalent en devise librement convertible. Le dossier d'appel d'offres est téléchargeable sur le portail des marchés publics à l'adresse : <https://www.marches-publics.gov.ma>.

Les dossiers de consultation peuvent être retirés à l'adresse suivante :

Bureau d'ordre de la Direction Régionale du Nord de l'ONEE Branche eau. Adresse : 6, Rue Melilla, Castilla, Tanger.
- Téléphone : 05-39-32-85-15/20/25 - Fax : 05-39-94-02-08/05-39-94-39-71

Le dossier de consultation est remis gratuitement aux candidats.

Les plis des concurrents, établis et présentés conformément aux prescriptions du règlement de la consultation, doivent être :

- Soit déposés contre récépissé au Bureau d'Ordre de la Direction Régionale du Nord, 6, Rue Melilla, Castilla, Tanger, avant la date et l'heure fixées pour la séance d'ouverture des plis.
- Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception au Bureau d'Ordre de la Direction Régionale du Nord, 6, Rue Melilla, Castilla, Tanger, avant la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

- Soit remis au président de la commission d'appel d'offres en début de la séance publique d'ouverture des plis.

L'ouverture publique des plis aura lieu le Mercredi 27/10/2021 à 10h00 à la Direction Régionale du Nord de l'ONEE Branche eau, 6, Rue Melilla, Castilla, Tanger. L'ouverture des enveloppes se fait en un seul temps.

Pour toute demande d'éclaircissement, renseignement ou réclamation concernant le présent appel d'offres ou les documents y afférents prière de contacter la Division Achats de la Direction Régionale du Nord de l'ONEE-Branche Eau

- Adresse : sise 6, Rue Melilla, Castilla, à Tanger
Téléphone : 05-39-32-85-18/20/25 - Fax : 05-39-94-02-08/05-39-94-39-71

Adresse électronique : fferras@onee.ma

Les cahiers généraux et le règlement des achats de l'ONEE sont consultables et téléchargeables à partir du site internet des achats de l'ONEE-Branche Eau à l'adresse :

<http://www.onep.ma/> (Espace Entreprise - rubrique Achats).

N°8027/PC

OFFICE NATIONAL DE L'ELECTRICITE ET DE L'EAU POTABLE (ONEE)

Branche Eau
DIRECTION REGIONALE DU NORD

Gestion des stations de reprise d'Eau Potable au niveau du centre CHEKRANE

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° 102 DR9/C/AMN/5/2021

Séance publique
La Direction Régionale du Nord de l'ONEE-Branche Eau, sise 6, Rue Melilla, Castilla, à Tanger lance le présent appel d'offres qui concerne :

la Gestion des stations de reprise d'Eau Potable au niveau du centre CHEKRANE.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 10 du règlement de la consultation.

Cette consultation est ouverte uniquement aux petites et moyennes entreprises (PME) nationales, aux coopératives, aux unions de coopératives et aux auto-entrepreneurs.

L'estimation du coût des prestations s'élève à 345 434,40 DH TTC. Cette estimation reste indicative et ne constitue pas un montant maximum.

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à 3500 DH ou son équivalent en devise librement convertible.

Le dossier d'appel d'offres est téléchargeable sur le portail des marchés publics à l'adresse :

<https://www.marches-publics.gov.ma>

Les dossiers de consultation peuvent être retirés à l'adresse suivante :

Bureau d'ordre de la Direction Régionale du Nord de l'ONEE Branche eau. Adresse : 6, Rue Melilla, Castilla, Tanger.
- Téléphone : 05-39-32-85-15/20/25 - Fax : 05-39-94-02-08/05-39-94-39-71

Le dossier de consultation est

remis gratuitement aux candidats.

Les plis des concurrents, établis et présentés conformément aux prescriptions du règlement de la consultation, doivent être :

- Soit déposés contre récépissé au Bureau d'Ordre de la Direction Régionale du Nord, 6, Rue Melilla, Castilla, Tanger, avant la date et l'heure fixées pour la séance d'ouverture des plis.
- Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception au Bureau d'Ordre de la Direction Régionale du Nord, 6, Rue Melilla, Castilla, Tanger, avant la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

- Soit remis au président de la commission d'appel d'offres en début de la séance publique d'ouverture des plis.

L'ouverture publique des plis aura lieu le Mercredi 27/10/2021 à 10h00 à la Direction Régionale du Nord de l'ONEE Branche eau, 6, Rue Melilla, Castilla, Tanger.

L'ouverture des enveloppes se fait en un seul temps.

Pour toute demande d'éclaircissement, renseignement ou réclamation concernant le présent appel d'offres ou les documents y afférents prière de contacter la Division Achats de la Direction Régionale du Nord de l'ONEE-Branche Eau

- Adresse : sise 6, Rue Melilla, Castilla, à Tanger
Téléphone : 05-39-32-85-18/20/25 - Fax : 05-39-94-02-08/05-39-94-39-71

Adresse électronique : fferras@onee.ma

Les cahiers généraux et le règlement des achats de l'ONEE sont consultables et téléchargeables à partir du site internet des achats de l'ONEE-Branche Eau à l'adresse :

<http://www.onep.ma/> (Espace Entreprise - rubrique Achats).

N°8028/PC

OFFICE NATIONAL DE L'ELECTRICITE ET DE L'EAU POTABLE (ONEE)

Branche Eau
DIRECTION REGIONALE DU NORD

SURVEILLANCE DES OUVRAGES TECHNIQUES DU CENTRE DE PRODUCTION OUED MARTIL DES FORAGES TAMOUA ET LA SR BENKARRICHA TETOUAN

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° 100DR9/C/SPN/2/2021

Séance publique

La Direction Régionale du Nord de l'ONEE-Branche Eau, sise à Tanger lance le présent appel d'offres qui concerne les Surveillances des ouvrages techniques du Centre de Production Oued Martil, des Forages Tamouda et la SR BenKarricha à Tétouan.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 10 du règlement de la consultation.

Cette consultation est ouverte uniquement aux petites et moyennes entreprises (PME) nationales, aux coopératives, aux unions de coopératives et aux auto-entrepreneurs.

L'estimation du coût des prestations s'élève à 998 640,00 DH TTC. Le montant du cautionnement provisoire est fixé à 10000 DH ou son équivalent en devise librement convertible.

Le dossier d'appel d'offres est téléchargeable sur le portail marocain des marchés publics à l'adresse : <https://www.marches-publics.gov.ma/>

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré à l'adresse suivante :

Bureau d'ordre de la Direction Régionale du Nord de l'ONEE Branche eau. Adresse : 6, Rue Melilla, Castilla, Tanger.
- Téléphone : 05-39-32-85-15/20/25 - Fax : 05-39-94-02-08/05-39-94-39-71

Le dossier d'appel d'offres est remis gratuitement aux

candidats.

Les plis des concurrents, établis et présentés conformément aux prescriptions du règlement de la consultation, doivent être :

- Soit déposés contre récépissé au Bureau d'Ordre de la Direction Régionale du Nord, 6, Rue Melilla, Castilla, Tanger, avant la date et l'heure fixées pour la séance d'ouverture des plis.
- Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception au Bureau d'Ordre de la Direction Régionale du Nord, 6, Rue Melilla, Castilla, Tanger, avant la date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

- Soit remis au président de la commission d'appel d'offres en début de la séance publique d'ouverture des plis.

L'ouverture publique des plis aura lieu le Mercredi 20/10/2021 à 10h00 à la Direction Régionale du Nord de l'ONEE Branche eau, 6, Rue Melilla, Castilla, Tanger. L'ouverture des enveloppes se fait en un seul temps.

Pour toute demande d'éclaircissement, renseignement ou réclamation concernant le présent appel d'offres ou les documents y afférents prière de contacter la Division Achats de la Direction Régionale du Nord de l'ONEE-Branche Eau

- Adresse : sise 6, Rue Melilla, Castilla, à Tanger

Téléphone : 05-39-32-85-18/20/25 - Fax : 05-39-94-02-08/05-39-94-39-71

Email : fferras@onee.ma - ielhassani@onee.ma

lassera@onee.ma

Les cahiers généraux et le règlement des achats de l'ONEE sont consultables et téléchargeables à partir du site des achats de l'ONEE-Branche Eau à l'adresse : <http://www.onep.ma/> (Espace Entreprise - rubrique Achats).

N°8029/PC

ROYAUME DU MAROC
AGENCE NATIONALE DES PORTS
DIRECTION REGIONALE DES PORTS DE SAFI
DIRECTION DU PORT DE SAFI ATLANTIQUE

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT
35/DRPS/ANP/SAT/2021

SEANCE PUBLIQUE

Le 21/10/2021 à 11H00 Il sera procédé, dans les bureaux de la Direction Régionale des Ports de Safi à l'ouverture des plis de l'appel d'offres relatif à l'appel d'offres sur offres de prix, pour :

TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN MAGASIN EN CHARPENTE METALLIQUE AU PORT DE SAFI ATLANTIQUE

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré à ANP-DIRECTION REGIONALE DES PORTS DE SAFI auprès de la Division Support.

Il peut également être téléchargé à partir du portail marocain des marchés publics www.marchespublics.gov.ma, dans les conditions prévues à l'article 19 du règlement du 09 Mai 2014 fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'ANP ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de: 12 000,00 DOUZE MILLE DIRHAMS

L'estimation du coût des prestations établie par le maître d'ouvrage est de : 847 054,80 TTC

HUIT CENT QUARANTE SEPT MILLE CINQUANTE QUATRE DIRHAMS QUATRE VINGT CENTIMES TOUTE TAXES COMPRISSES

Le contenu ainsi que la présentation des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du règlement fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'ANP.

LES CONCURRENTS DANOUÏLES:

*Soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau de la DIRECTION REGIONALE DES PORTS DE SAFI ET DIRECTION DU PORT DE SAFI ATLANTIQUE au Safi Ville.

*Soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité à l'adresse suivante : ANP-DIRECTION REGIONALE DES PORTS DE SAFI (PORT DE SAFI)

*Soit les envoyer, par voie électronique conformément à l'arrêté du Ministère de l'Economie et des Finances n° 20-14 en date du 04/09/2014 ;

*Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Il est prévu une visite des lieux et une réunion d'information qui auront lieu le: 14/10/2021 à 11H00 DIRECTION DU PORT DE SAFI ATLANTIQUE

LES PIÈCES JUSTIFICATIVES À FOURNIR SONT CELLES PRÉVUES PAR L'ARTICLE 10 ET 13 DU RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION.

Pour les sociétés marocaines:

Une copie légalisée du certificat de qualification et de classification des entreprises du BTP délivré par le Ministère de l'Équipement, Transports et de la Logistique:

SECTEUR: L QUALIFICATION: L8 CLASSE: 4

Pour les sociétés non installées au Maroc:

Elles doivent fournir le dossier technique tel que prévu par le règlement de la consultation.

Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser à l'ANP- DIRECTION REGIONALE DES PORTS DE SAFI auprès de la Division Support- Bureau des Marchés - Tél. 05 24 46 42 29 - 05 24 46 29 03 - 06 20 69 42 29 - Fax: 05 24 46 28 54.

N°8031/PA

ROYAUME DU MAROC
AGENCE NATIONALE DES PORTS
DIRECTION REGIONALE DES PORTS DE SAFI
DIRECTION DU PORT DE SAFI VILLE

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT
34/DRPS/ANP/SV/2021

SEANCE PUBLIQUE

Le 21/10/2021 à 11H00 Il sera procédé, dans les bureaux de la Direction Régionale des Ports de Safi à l'ouverture des plis de l'appel d'offres relatif à l'appel d'offres sur offres de prix, pour :

TRAVAUX DE REAMENAGEMENT DE L'ANNEXE DU BATIMENT ADMINISTRATIF AU PORT DE SAFI VILLE

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré à ANP-DIRECTION REGIONALE DES PORTS DE SAFI auprès de la Division Support.

Il peut également être téléchargé à partir du portail marocain des marchés publics www.marchespublics.gov.ma, dans les conditions prévues à l'article 19 du règlement du 09 Mai 2014 fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'ANP ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de: 12 000,00 DOUZE MILLE DIRHAMS

L'estimation du coût des prestations établie par le maître d'ouvrage est de : 1 192 861,20 TTC

MILLION CENT QUATRE VINGT DOUZE MILLE HUIT CENT SOIXANTE ET UN DIRHAMS VINGT CENTIMES TOUTE TAXES COMPRISSES

Le contenu ainsi que la présentation des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du règlement fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'ANP.

LES CONCURRENTS DANOUÏLES:

*Soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau de la DIRECTION REGIONALE DES PORTS DE SAFI ET DIRECTION DU PORT DE SAFI ATLANTIQUE au Safi Ville.

*Soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité à l'adresse suivante : ANP-DIRECTION REGIONALE DES PORTS DE SAFI (PORT DE SAFI)

*Soit les envoyer, par voie électronique conformément à l'arrêté du Ministère de l'Economie et des Finances n° 20-14 en date du 04/09/2014 ;

*Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Il est prévu une visite des lieux et une réunion d'information qui auront lieu le: 14/10/2021 à 11H00 A LA DIRECTION DU PORT DE SAFI

LES PIÈCES JUSTIFICATIVES À FOURNIR SONT CELLES PRÉVUES PAR L'ARTICLE 10 ET 13 DU RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION.

Pour les sociétés marocaines:

Une copie légalisée du certificat de qualification et de classification des entreprises du BTP délivré par le Ministère de l'Équipement, Transports et de la Logistique:

SECTEUR: A QUALIFICATION: A2 CLASSE: 4
SECTEUR: A QUALIFICATION: A5 CLASSE: 4

Pour les sociétés non installées au Maroc:

Elles doivent fournir le dossier technique tel que prévu par le règlement de la consultation.

Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser à l'ANP- DIRECTION REGIONALE DES PORTS DE SAFI auprès de la Division Support- Bureau des Marchés - Tél. 05 24 46 42 29 - 05 24 46 29 03 - 06 20 69 42 29 - Fax: 05 24 46 28 54.

N°8030/PA

CENTRE DE VERIFICATIONS METROLOGIQUES (CVM SARL)
S.A.R.L.A.U CAPITAL DE : 100 000,00 DHS
SIEGE SOCIAL: ALLÉ DES CACTUS N°18, BUREAU N°6, 2IÈME ETAGE, QI SIDI BERNOUSSI, CASABLANCA

Aux termes d'un acte S.S.P en date du 22/05/2021, les associés de la société CENTRE DE VERIFICATIONS METROLOGIQUES (C V M) ont décidé et approuvé ce qui suit : - Mr Mme Coralie EGLOFFE a décidé la cession ses parts sociales qui sont au nombre de 500 (CINQ CENT) parts sociales à MR SAÏD SOULHI.

- Changement de la Forme juridique de la société SARL.A.U. Le dépôt légal a été effectué au Secrétariat greffe du Tribunal de Commerce CASABLANCA le 01/07/2021 sous le n° 24485 N°8032/PA

Royaume du Maroc
Ministère de la Culture de la Jeunesse et des Sports
Département de la Jeunesse et des Sports
Province moulay Yaacoub
AVIS DE CONSULTATION ARCHITECTURALE 6-2021

Le 19/10/2021 à 10 H du matin il sera procédé, dans la salle de réunion de la Direction Provinciale du Ministère de la Culture, de la Jeunesse et des Sports- Département de la Jeunesse et des Sports à Province moulay Yaacoub, à l'ouverture des plis de la CONSULTATION ARCHITECTURALE POUR LES ETUDES ARCHITECTURALES ET SUIVI DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA MAISON DE JEUNES LAAJAJRA TYPE « C » A LA PROVINCE MOULAY YAACOUB.

Le dossier de la consultation architecturale peut être retiré au Bureau des marchés de la Direction Provinciale à BILAL IBN RABAH HAY OUED FES FES, il peut être également téléchargé à partir du portail

des marchés publics www.marchespublics.gov.ma et à partir de l'adresse électronique suivante :www.mjs.gov.ma

Le budget prévisionnel maximum, hors taxes, pour l'exécution des travaux à réaliser est de : 3.500.000,00dhs HT (trois millions cinq cent mille dirhams hors taxe). Le contenu ainsi que la présentation et le dépôt des dossiers des architectes doivent être conformes aux dispositions des articles 100,101 et 102 du décret n°2-12-349 du 8Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Les architectes peuvent : - soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau d'ordre au Siège de la direction provinciale du Ministère de la Jeunesse et des Sports à Province Moulay Yaacoub.

- Soit envoyer, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ; - Soit les remettre au président de jury de la consultation architecturale au début de la séance et avant l'ouverture des plis. - soit envoyer la soumission par voie électronique conformément à l'arrêté du ministre de l'économie et des finances n°20-14 du 04/09/2014.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 06 du règlement de la consultation architecturale. N°8033/PA

Constitution d'une SARL Aux termes d'un acte en date du 08 Mars 2021, il a été établi les statuts d'une SARL dont les caractéristiques sont les suivantes :

Dénomination : ADEAS SOLUTIONS
Forme : Société à responsabilité limitée d'associé unique.
Objet : La société a pour objet : - Agent d'affaires, commissionnaire en transport international maritime, aérien et routier (Freight Forwarding), négociant importation et exportation (Marchand ou intermédiaire effectuant).
Siège social : 10, GH2A Apt 17,

2ème étage, Rés Riad El Bernoussi, Sidi Bernoussi, Casablanca.
Durée de vie : 99 années à compter de la date de son inscription au registre de commerce.

Capital social : 2.000.000,00 Dirhams divisé en 20000 Parts sociales de 100,00 Dirhams chacune.
Associés : - Mr MAZHAR BOUCHAIB : 20000 Parts
La gérance : - Mr MAZHAR BOUCHAIB
Année sociale : Commence le 1er Janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.
Le dépôt légal a été effectué au tribunal de commerce de Casablanca sous le N° 792808 RC N° 516005.

N°8076/PA
* NEGOAGRI SARL AU *
Au capital de 100.000,00 Dirhams
Siège Social : 217 BRAHIM ROUDANI 1ER ETAGE N°3. CASABLANCA

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 30 Aout 2021.

L'associé unique de la société NEGOAGRI SARL AU Mr RIMY AHMED a décidé ce qui suit :
- Cession des parts Sociales, - 1000 (Mille) parts sociales de 100 (cent) dirhams chacune appartenant à Mr RIMY AHMED au profit de Mr ASSOU MOUHSSINE

• Les associés approuvent la nouvelle répartition du Capital Social qui se présente comme suit :
• MR ASSOU MOUHSSINE sera propriétaire de 1000 (Mille) Parts sociales de 100 dirhams chacune .
-La démission de Mr RIMY AHMED de son poste suite à la cession des parts sociales et la nomination de Mr ASSOU MOUHSSINE, Marocain, CIN N° AD105881, Le nouveau gérant unique de la société NEGOAGRI SARL AU.
-Modification corrélatrice de l'article 6-7
- Modification corrélatrice de l'article de la gérance.
- Mise à jour des statuts ;

- Pouvoirs à donner.
Le dépôt légal a été effectué au tribunal de commerce de Casablanca le 23/09/2021 sous le Numéro 793745 N°8034/PA

CONSTITUTION
Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 08/09/2021 à Casablanca, il a été établi les statuts d'une SARL.A.U dont les caractéristiques sont les suivantes :

DENOMINATION: «MAGIC LOGISTIC»
SARL.A.U.
OBJET : PROMOTION IMMOBILIERE.
SIEGE SOCIAL: 45, RUE ABDELKADER MOUFTAKAR, 2EME ETAGE, APPT N 4 CASABLANCA.
DUREE: 99 ans.
CAPITAL SOCIAL : 100.000,00 DHS, divisé en 1000 Parts Sociales de 100,00 DHS chacune libérées en espèce et réparties comme suit :
• MR. YOUSSEF ENNEMRI 1.000 PARTS SOCIALES
SOIT AU TOTAL 1.000 PARTS SOCIALES
ANNEE SOCIALE : Com-

mence le 1er Janvier et finit le 31 Décembre de chaque année.

GERANCE : La société est gérée par MR. YOUSSEF ENNEMRI pour une durée illimitée. DEPOT LEGAL: Le dépôt légal a été effectué au secrétariat greffe du tribunal de commerce de Casablanca Le 22/09/2021 sous le N° 793491 et la société a été immatriculée au RC sous N° 516645.

N°8036/PA

EURODESTOCK .SARL.A.U. I) Aux termes de la décision de l'Associé unique datée du 31/12/2019 de la société EURODESTOCK SARL.A.U., au capital de 100.000,00 DHS dont le siège social est au GROUPE ATTAKKADOUNM, GH2-17, ETAGE 2, SIDI BERNOUSSI, CASABLANCA, il a décidé ce qui suit : 1°) la clôture définitive de la liquidation de la société 2°) la radiation de la société du registre de commerce II) Le dépôt légal est effectué au secrétariat greffe du tribunal de commerce le

22/09/2021 sous le N° 793517. N°8035/PA

SOCIETE «AL ANOUARS TRANSITBAGAGE » SARL.AU

Aux termes des statuts égaux le 14-09-2021 sous N° 14643 à la 1ère Annexe administrative de Nador, il a été constitué une société dont les caractéristiques sont les suivantes : Dénomination: AL ANOUARS TRANSITBAGAGE SARL.AU
Objet social : Import et export des bagages personnels ou des colis.
Siège social : Quartier Ichoum Rue 32 N° 02 Nador
Forme Juridique : Société à responsabilité limitée associé unique.
Capital social : 100.000,00 DHS divisé en Mille (1000) parts de Cent (100) DHS chacune.
Versé par MAJJATI KHALID gérant de la société.
Durée : 99 ans
Dépôt légal au tribunal de 1er instance du Nador le 20-09-2021 sous le n°3961.

N°8038/PA



المملكة المغربية
Royaume du Maroc
وزارة الفلاحة والصيد البحري والتنمية القروية والمياه والغابات
Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRE DES PRIX EN SEANCE PUBLIQUE N° 24/DRAO/2021

Le...18/10/2021 à 10 heure, il sera procédé dans le bureau des appels d'offres sis à la direction Régionale de l'Agriculture de l'Oriental Oujda, à l'ouverture des plis ayant pour objet: TRAVAUX D'AMENAGEMENT DES BATIEMENTS DU QUALIPOLE DE BERKANE DANS LA PROVINCE DE BERKANE RELEVANT DE LA ZONE D'ACTION DE LA DRA DE L'ORIENTAL DANS LE CADRE DE LA MISE EN PLACE D'UN CENTRE D'INNOVATION AGROALIMENTAIRE (CIA) EN LOT UNIQUE
Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au bureau de service de la logistique de la Direction Régionale de l'Agriculture de l'Oriental à Oujda Bd LOUIJIDI Maoustapha, Route AOUINT ESSRAK BP 704 Oujda, il peut être également téléchargé à partir du portail du marché de l'état www.marchespublics.gov.ma.

- Le cautionnement provisoire et estimations sont fixés comme suit :
- Le Montant de la Caution Provisoire est (15000.00Dhs) (Quinze Mille Dirhams).
- L'estimation des coûts des prestations est de : Un Million deux cent soixante et un Mille trois cent deux Dirhams (1.261.302,00 Dhs) TTC

Le contenu ainsi que la présentation des dossiers des candidats doivent être conformes aux dispositions des articles 27,29 et 31 du décret N°2-12-349 du 08 JoumadaAloula 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :

- Soit envoyer leurs dossiers par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau des appels d'offres de la direction Régionale de l'Agriculture de l'Oriental, Soit déposé contre récépissé leurs plis au bureau précité.
- Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
- En application des dispositions du décret précité et celles de l'arrêté n°20-14 du 4 septembre 2014 relatif à la dématérialisation des procédures des marchés publics, les concurrents peuvent soumissionner électroniquement dans le cadre de cet appel d'offres au portail des marchés de l'état www.marchespublics.gov.ma ».
- Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 4 du règlement de consultation. Toute fois le dossier technique doit comprendre :
• Une copie certifiée conforme à l'original du certificat d'agrément ; délivré par le ministère de l'équipement, du transport et de la logistique dans le domaine suivant :

Secteur	qualification	Classe
A (Construction)	A5 (travaux d'aménagement et de réhabilitation de bâtiments)	4

Pour les concurrents non installés au Maroc :

Ils sont tenus de produire le dossier technique prévu à l'article 4 du règlement de consultation du présent appel d'offres.

N°8039/PA

Avis de report

Le gouverneur de la province de Midelt porte à la connaissance du public porte à la

connaissance des intéressés ; que l'appel d'offre ouvert N° 07/BG/2021 relatif aux : TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU SIEGE DE PACHAIK DE LA VILLE D'ER-RICH COMMUNE TERRITORIALE ER-RICH PROVINCE DE MIDELET. Prévue pour le 28/09/2021 à 11h est reporté pour le 07/10/2021 à 11h :

Il publié dans libération n° 9407 en date du 4-5/09/2021

N°8040/PA



كلية الآداب والعلوم الإنسانية المحمدية
جامعة الحسن الثاني بالدار البيضاء
إعلان عن مباراة توظيف
أستاذ التعليم العالي مساعد - منصب (01)
توردة: 2021/10/20

تجرى بكلية الآداب والعلوم الإنسانية بالمحمدية - مباراة توظيف أستاذ للتعليم العالي مساعد (منصب واحد)، دورة : 2021/10/20 وذلك في التخصص التالي:

عدد المناصب	التخصص
01	علم الاجتماع

تفتح المباريات في وجدة

- الموظفين العاملين بمختلف الإدارات العمومية الحاصلين على شهادة الدكتوراه أو دكتوراه الدولة أو أية شهادة أخرى معترف بها معادلها لإحداثها.

شتمتل المباريات على الاختيارين التاليين :

- اختيار خاص بشهادات المرشحين وأعمالهم،

- الاختبار في شكل عرض ومناقشة بين المرشحين ولجن المباراة.

على المرشحين المقبولين لاجتياز الاختبار الشفوي إيداع ملف الترشيح لدى المكتبة العامة بالموسسة المتكون من الوثائق التالية:

• طلب خطي موجه إلى السيد رئيس الموسسة يحمل اسم وعنوان ورقم هاتف المرشح؛

• نسختان من عقد الإزدياد حديثة العهد؛

• نسختان من بطاقة التعريف الوطنية؛

• خمس نسخ (05) من نبذة عن السيرة الذاتية للمرشح؛

• خمس نسخ (05) من الشهادات والمؤهلات؛

• خمس نسخ (05) من أطروحة الدكتوراه أو دكتوراه الدولة؛

• خمس نسخ (05) من مجموع أعمال البحث التي قام(ت) بها المرشح(ة) بصفة شخصية أو بالتعاون مع باحثين آخرين؛

• بالنسبة للمرشحين الحاصلين على الدكتوراه الأجنبية، يجب الإذلاء بنسخة من قرار المعادلة العلمية التي تصدرها وزارة التعليم العالي والبحث العلمي وتكون الأظر مرفوقا بقرار المعادلة الإدارية المسلمة من طرف الوزارة المكلفة بتحديد القطاعات العلمية؛

• ترخيص لاجتياز المباراة مسلم من طرف الإدارة التي ينتمي إليها المرشح ؛

• ظرفان متبرنان يحملان اسم وعنوان المرشح(ة).

هام جدا:

قضى الراغبين في اجتياز هذه المباريات التسجيل عبر الموقع الإلكتروني للجامعة: <https://econcours.univh2c.ma> قبل يوم 14 أكتوبر 2021

يخصي كل ملف ناقص أو لم يسجل عبر البوابة الإلكترونية داخل الأجل القانوني.

ملحوظة: لإاحة المرشحين المقبولين لاجتياز الاختبار الشفوي سيتم نشرها في الموقع الإلكتروني للجامعة الحسن الثاني بالدار البيضاء (www.univh2c.ma) وعلى الموقع الإلكتروني للموسسة (www.flshtm.univh2c.ma) وعلى بوابة التشغيل العمومي (www.emploi-public.ma) وتعتبر بمثابة استدعاء لاجتياز المباراة

N°8037/PA

Malgré la suspension de l'impression,
les journalistes sont toujours sur le terrain et l'accès
est gratuit à la presse citoyenne

La presse nationale aux premiers rangs sur tous les fronts

Sur le web ou en kiosques

Votre soutien, Notre avenir

La presse professionnelle,
antivirus contre l'infox



Justin Trudeau, l'étoile ternie des libéraux canadiens

Portrait

Pari raté: Justin Trudeau, l'étoile des libéraux canadiens, rêvait de pouvoir réaliser un troisième mandat et de retrouver une majorité mais les Canadiens ne l'ont pas suivi. Réélu sans panache, sa légitimité est sérieusement entamée.

Déjà en 2019, sa réélection s'était faite dans la douleur après une entrée fracassante en politique, quatre ans plus tôt. Mais cette fois-ci, Justin Trudeau pensait que sa gestion de la pandémie l'aiderait à être facilement réélu.

Toute la campagne a été un parcours du combattant pour l'ancien Premier ministre flamboyant qui promettait des "voies ensoleillées" au Canada en 2015, et déclenchait une "Trudeumanie". L'époque semble bien loin où le magazine américain *Rolling Stone* se demandait en première page en juillet 2017: "Pourquoi ne peut-il pas être notre président?"

Au tournant de l'été, rasé de près, Justin Trudeau affichait pourtant sourire et décontraction pour expliquer sa décision de provoquer des élections anticipées, estimant que son pays était à un "moment historique" en raison de la pandémie et qu'il fallait "donner la parole" aux Canadiens.

Très rapidement, les conservateurs dont le leader Erin O'Toole qui était pourtant largement inconnu du grand public, ont grappillé l'avance donnée aux libéraux dans les intentions de

vote. "Ce n'est plus le Trudeau qui présentait le renouveau en 2015, et encore,



A son arrivée en 2015, le monde entier observe pourtant avec intérêt, voire admiration, les premiers pas au pouvoir de ce dirigeant multilatéraliste qui proclame que "le Canada est de retour" sur la scène internationale



la pandémie l'a aidé, il doit à la pandémie d'avoir encore cette popularité", estime Geneviève Teller, professeure de sciences politiques à Ottawa.

"C'est plus grave qu'une simple usure due au pouvoir, c'est carrément de la déception. Il avait tant promis...", ajoute-t-elle.

Même sur des thèmes comme "les changements climatiques ou la réconciliation avec les peuples autochtones" Justin Trudeau "n'a pas été le réformateur que beaucoup espéraient", renchérit Maxwell Cameron, de l'Université de la Colombie-Britannique.

Et finalement, pendant cette campagne en pleine pandémie, ce ne sont pas les images de bains de foule, qu'il affectionne tant, que les électeurs ont pu voir en boucle sur les télévisions, mais celles des manifestants qui lui hurlent insultes et menaces ou lui jettent des pierres.

Même lors des débats, Justin Trudeau n'a pas réussi à briller, subissant les tirs nourris de ses rivaux qui ont dénoncé sans relâche ses calculs politiques - surtout sa décision de déclencher des élections en pleine pandémie alors que le parlement fonctionnait - et son inaction en matière d'environnement ou de politique étran-

gère.

"Le Canada était un pays avec une forte personnalité sur le plan international, mais avec Trudeau on est plutôt dans le siège de spectateur que de l'acteur", estime Jocelyn Coulon, chercheur en relations internationales et ex-conseiller de Justin Trudeau.

A son arrivée en 2015, le monde entier observe pourtant avec intérêt, voire admiration, les premiers pas au pouvoir de ce dirigeant multilatéraliste qui proclame que "le Canada est de retour" sur la scène internationale.

Né le 25 décembre 1971, Justin Trudeau, qui est le fils aîné du charismatique Pierre Elliott Trudeau, ex-Premier ministre mort en 2000, a étudié la littérature anglaise et les sciences de l'éducation, avant de chercher sa voie: boxeur amateur, moniteur de snowboard, professeur d'anglais et de français...

Il se lance finalement sur les traces de son père et entre en politique en 2007, se fait élire député de Montréal en 2008 puis chef d'un parti libéral en lambeaux en 2013.

Premier ministre, il fera du Canada le deuxième pays au monde à légaliser le cannabis, instaurera l'aide médicale à mourir, une taxe carbone, permettra

l'accueil de dizaines de milliers de réfugiés syriens et signera une version modernisée de l'accord de libre-échange nord-américain (Aléna).

Mais son mandat est terni par une série de scandales qui vont brouiller son image. Fin 2017, ce père de trois enfants marié à Sophie Grégoire, ex-présentatrice de télévision, est montré du doigt par la Commissaire à l'éthique pour être allé à deux reprises aux frais de son hôte sur l'île privée de l'Aga Khan aux Bahamas.

Un rapport officiel l'accuse en 2019 de conflit d'intérêts pour avoir fait pression sur sa ministre de la Justice afin qu'elle intervienne dans une procédure judiciaire contre une société québécoise, SNC-Lavalin, poursuivie pour corruption.

A quelques semaines de son cinquantième anniversaire, avec cette élection, "la légitimité de Justin Trudeau risque d'être contestée au sein de son parti puisqu'il a raté son pari. Cela sera certainement son dernier mandat", commente Félix Mathieu de l'université de Winnipeg.

"Reste à voir en plus combien de temps il va tenir avec un gouvernement minoritaire" dont la durée de vie serait a priori autour de 18 à 24 mois.

Le bel exploit de l'EN en Coupe du monde de futsal

Qualification méritée de la sélection marocaine au tour des quarts de finale



La sélection marocaine s'est qualifiée pour les quarts de finale de la Coupe du monde de futsal pour la première fois de son histoire en venant à bout du Venezuela sur le score de 3 buts à 2, mercredi soir à Zalgirio Arena à Kaunas en Lituanie.

Les réalisations de l'équipe nationale ont été l'œuvre de Soufiane El Mesrar, auteur d'un hat-trick, à la 2^e, 9^e et 31^e minutes. Jesus Viamonte a marqué pour le Venezuela à la 7^e minute, avant que son coéquipier Milton Francia ne réduise l'écart (34^e).

Le trio El Mesrar, Bakkali et El Ayyane ont constitué le fer de lance de l'attaque de la sélection marocaine et ont donné du fil à retordre à la ligne défensive du Venezuela tout

au long de la première période.

De retour des vestiaires, le Venezuela est monté en puissance, mais le manque de concentration et la répartition sur le terrain des défenseurs de l'équipe nationale ne lui ont pas permis de revenir au score.

Les éléments nationaux pouvaient accentuer davantage l'écart et finir le match sur un score plus large, notamment grâce aux tentatives de Soufiane El Mesrar et Anas El Ayyane.

Le Maroc affrontera en quart de finale le Japon ou le Brésil, l'un des favoris pour remporter la Coupe du monde de cette discipline.

Cette qualification est la première pour un pays africain et arabe.

Lors du premier tour (groupe C), les

Lions de l'Atlas avaient battu les Iles Salomon (6-0) avant de faire match nul face à la Thaïlande (1-1) et au Portugal (3-3).

Pour rappel, la sélection marocaine de futsal a intégré le top 15 des meilleures sélections dans le monde, pointant à la 14^e position mondiale.

Le Maroc, première nation africaine dans ce classement mondial, a gagné sept places et totalisé 1.369 pts, selon le classement publié mardi.

Il s'agit là de la troisième participation de la sélection marocaine, double championne d'Afrique, aux phases finales du Mondial, et ce après les éditions thaïlandaise et colombienne qui ont eu lieu respectivement en 2012 et en 2016.

Divers

Mondial féminin



Le match aller entre le Maroc et le Bénin pour le compte des éliminatoires de la Coupe du monde de football dames (U20), prévue au Costa Rica, a été fixé le 25 septembre, annonce la Confédération africaine de football (CAF), ajoutant que la confrontation retour aura lieu le 9 octobre.

Sur son site officiel, la CAF indique que le match aller se déroulera à Porto-Novo, alors que le retour sera disputé à Rabat.

Sur les 40 équipes engagées dans ces éliminatoires, seulement 2 représenteront l'Afrique dans cette Coupe.

Championnat D2



Voici le programme de la 3^e journée de la Botola Pro D2 de football, prévue du vendredi au dimanche (16h30):

Vendredi
JSM-UTS
CAK-USMO
Samedi
SM-TAS
RCAZ-CJBG
OD-MAT
Dimanche
KACM-RBM
RAC-WAF
ASS-IZK

Le "Titan Desert MTB Marathon" en octobre au Maroc

La prochaine édition de la course internationale de vélos tout terrain (VTT) "Titan Desert MTB Marathon" aura lieu du 10 au 15 octobre prochain au Maroc, apprend-on auprès des organisateurs.

Cette épreuve, l'une des courses de référence dans le monde, connaîtra la participation de plusieurs champions de cette discipline, notamment Josep Betalú, qui détient quatre victoires, Julien Zuber et Roberto Bou, ainsi que les anciens cyclistes professionnels Melcior Mauri, Abraham Olano et Sylvain Chavanel, précise-t-on. Lors de cette édition, les coureurs devront franchir deux premières étapes montagneuses, puis enchaîner avec un «marathon» sans aucune aide à la navigation avant d'achever leur course dans le désert de Merzouga, sur des pistes sablonneuses et des tronçons rocaillieux.

A quelques jours de l'écoulement du délai d'inscription dans cette épreuve, les organisateurs attendent la présence de plus 400 participants. Le "Titan Desert MTB Marathon", surnommé le Dakar du cyclisme, est une épreuve d'orientation, de résistance et d'endurance en VTT, disputée sous forme de challenge.

Botola Pro D1

RCA-JSS, l'autre derby de la Métropole

Le match devant opposer ce vendredi le Raja de Casablanca (RCA) au nouveau promu, la Jeunesse Sportive Salmi (JSS), sera l'attraction de la 3^e journée de la Botola Pro D1 "Inwi" de football.

Le club de Had Soualem a réussi de la plus belle des manières ses débuts chez l'élite en remportant haut la main ses deux premiers matches sur le score de 3 buts à 0, face, respectivement, à l'AS FAR et au Maghreb de Fès, deux témoins du football marocain.

Les hommes de Redouane El Haimer sont en tête du classement de la Botola, ex-aequo avec leur adversaire du jour, le Wydad de Casablanca

et le Difaa El Jadida.

Le RCA aura ainsi à cœur de poursuivre sur sa lancée et signer une troisième victoire de suite, à même de donner confiance aux joueurs et créer plus d'homogénéité au sein du groupe.

Un match pas moins palpitant mettra aux prises samedi (17h00) le Chabab Mohammedia et le Difaa d'El Jadida. Le représentant de la ville des fleurs aura en ligne de mire de garder le contact avec le fauteuil de leader, alors que les protégés d'Abdelhak Benchikha tenteront de confirmer leur bon départ. Si l'équipe de la JSS a démarré comme il faut cette saison, d'autres clubs peinent à trouver leur rythme, à l'image du Maghreb de Fès et du FUS de Rabat qui s'affronteront vendredi à Fès (19h15).

De son côté, l'Ittihad de Tanger effectuera un déplacement périlleux chez le nouveau promu, l'Olympique Khouribga, battu la semaine passée (2-1) par le Raja Casablanca.

Programme

Vendredi
17h00 : OCK-IRT
19h15 : MAS-FUS
21h30 : Raja-JSS

Pour sa part, le Wydad de Casablanca se produira sur la pelouse du Hassania Agadir, tandis que l'AS FAR recevra la Renaissance de Berkane.

L'ASFAR s'impose à Oujda

Le Mouloudia d'Oujda (MCO) s'est incliné, mercredi soir à domicile, face à l'AS FAR sur le score de 2 buts à 0, en match comptant pour la 2^e journée de la Botola Pro D1 "Inwi".

Lors de cette rencontre disputée au stade d'honneur d'Oujda, Mohamed El Khaloui a ouvert le score pour les Militaires à la 55^e minute, avant qu'Ismaïl Khafi ne creuse l'écart (60^e).

Grâce à cette victoire, l'AS FAR grimpe à la 6^e place avec 3 unités ex-aequo avec le Hassania d'Agadir, tandis que le MCO stagne à la 8^e marche du classement (1 pt).

Le livre

- Et plus d'affection oculaire. Oui, mon cher Olivier, je suis disponible. Sensation rare et merveilleuse. Et prêt à écouter tes confidences.

- Ecoute, je suis déjà accablé par le poids de ton génie. Si en plus tu devines toutes mes pensées...

- Tu ne voulais pas me confier quelque terrible problème ?

- Si. Mais ne te moque pas de moi, s'il te plaît. Je reçois même ici des mails de mes étudiantes. Il éclate d'un rire si franc que je ne peux m'empêcher de rire moi aussi.

- Veux-tu que je continue l'histoire à ta place ?

- Chiche.

- Elle a 18 ans. Ou 25 ? Peut-être 30. Elle est d'une beauté lumineuse mais je crains d'être un peu vieux pour elle. Je crois deviner qu'elle s'intéresse à moi mais en tant que professeur ?... papa ?... amant ? Que ferais-tu à ma place, Pétrus, toi qui perces les mystères de la Mésopotamie antique ou de l'Indus ?

- Tu n'es pas drôle. Ecoute, c'est une vraie femme. Elle a un enfant, elle en a perdu un autre, elle passe dans deux jours son doctorat ès lettres. Ce n'est pas une gamine. Elle a 30 ans.

- J'avais donc vu juste. Les chances d'épanouissement de la pauvrette me paraissent assez réduites avec un Monsieur de 30 ans son aîné. Même si elle recherche avant tout la sécurité. Tu as été son directeur de thèse, je parie ?

- Et nous avons travaillé ensemble chez moi dans une troublante proximité.

- Et alors ?

- Elle a été très éprouvée. Un enfant mort. Un autre avec un homme qu'elle a quitté.

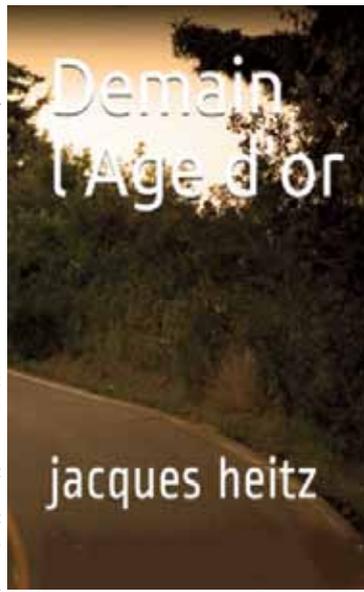
Et elle est avec un troisième qui ne lui convient pas du tout.

- C'est elle qui le dit ou toi ? C'est toi. Il ne lui convient pas depuis qu'elle a découvert quel

merveilleux homme son directeur de thèse pouvait être ?

- J'y suis peut-être pour quelque chose, oui. On ne se contente du banal, du quotidien que tant qu'on n'a pas d'autre perspective.

- Bon, elle a souffert, tu lui as manifesté sympathie et compré-



hension comme tu sais si bien faire. Les épreuves l'ont mûrie jusqu'à 35 ans, peut-être 40. Mais pas 60. Olivier, dans 15 ans nous serons des vieillards. Et elle sera tout juste, elle, dans sa maturité.

- Evidemment mais qui pense à ce qui se passera dans 15 ans ?

- Tu peux être sûr qu'elle y a pensé, elle, si elle t'a envisagé un instant comme un compagnon possible.

- Je me sens découragé maintenant. Tu portes un coup fatal à mes rêveries.

- Tu es mon ami, je ne peux pas être complaisant, je te dois la vérité. Je crois que la mort de tes parents à si peu d'intervalle a dû te déboussoler.

- Pas du tout. A la mort de mon père, je me suis précipité à Bruges, c'est vrai. Pour faire l'amour avec Odile tant et plus. A la mort de ma mère... rien. Enfin si. J'ai travaillé avec Christelle.

- La mort de ta mère a mis le feu aux poudres de ton imagination.

- Je me sens tellement vivant. C'est injuste que je vieillisse moi aussi. J'ai cru que j'y échapperais.

Je suis un post-ado inguérissable. Mais je ne suis pas complètement fou, je sens parfois que je veux juste pouvoir rêver. Le désir plus important, plus durable que l'accomplissement.

- Car si elle était avec toi, elle

bousculerait tes rêves, elle te dérangerais. Je crois me souvenir qu'il y a à Bruges quelqu'un que tu aimais beaucoup.

- C'est vrai.

- Elle a une fille que tu aimais beaucoup aussi.

- C'est vrai.

- Vous avez en commun l'amour des oiseaux, des grandes balades dans la nature pour les photographier.

- C'est vrai.

- Rêve tant que tu veux. Mais ne néglige pas la vie réelle. Ne va pas tout fiche par terre pour un désir de nouveau printemps. Nos corps sont en automne, Olivier. Prends garde : la vie, c'est ce qui se déroule pendant que tu penses à autre chose.

Nous revenons vers la maison. Nous passons devant les hibiscus. Je montre à Pétrus la pince à cheveux de Christelle que j'ai sortie de mon pantalon.

- Un souvenir d'elle. Elle l'a oubliée chez moi.

- N'as-tu pas dit il y a un instant que tu étais un post-ado ? Eh bien non ! Même pas post, juste un ado. Je t'emmène aujourd'hui dans un Madras bien loin des touristes.

(A suivre)

Recettes

Recette Granité de melon crevettes et feta



Ingrédients

1 melon
200 g de crevettes
60 g de feta
10 feuilles de menthe
1 cuillerée à soupe d'huile
1 demi cube de Bouillon de légumes MAGGI

Préparer une recette

Etape 1
Coupez le melon en deux. Retirez les pépines, conservez la chair et gardez la peau pour servir de contenant. Mixez le chair

de melon et la menthe. Versez dans un plat à gratin et placez au congélateur 2 heures. Grattez toutes les 30 minutes avec une fourchette.

Etape 2

Coupez la feta en dés.

Etape 3

Mélangez l'huile, le bouillon émiétié et les crevettes. Faites mariner les crevettes 30 minutes dans ce mélange.

Etape 4

Dans chaque coque de melon, servez du granité, des crevettes et des dés de feta.

Les mineurs de bitcoin produisent autant de déchets électroniques que les Pays-Bas

L'industrie des mineurs de bitcoin, qui permet la validation des transactions et la création de la cryptomonnaie, a produit 30.700 tonnes de déchets électroniques sur un an en mai, soit autant qu'un pays comme les Pays-Bas, estime une étude.

"Le cycle de vie des machines (utilisées par les mineurs) est de 1,3 an, c'est extrêmement court par rapport à n'importe quoi d'autre, y compris les iPhones" dont le rythme de remplacement est régulièrement critiqué, explique vendredi à l'AFP l'un de ses auteurs, Alex de Vries.

Pour faire fonctionner le réseau décentralisé du bitcoin, des processeurs valident des transactions et prouvent leur participation à l'exercice en cherchant à deviner le résultat d'équations complexes.

Ils reçoivent en échange de nouveaux bitcoins, un processus appelé "minage", qui incite les participants à utiliser des microprocesseurs ultra-spécialisés et toujours plus puissants, les machines plus anciennes devenant rapidement obsolètes.

Et plus les prix grimpent, plus ce cycle s'accélère: "Au plus haut des prix début 2021, (les déchets



émis) pourraient atteindre 64.400 tonnes, ce qui montre la dynamique en place si les prix du bitcoin montent encore", selon l'étude publiée dans le journal scientifique Elsevier, par Alex de Vries, économiste employé de la banque centrale néerlandaise, et Christian Stoll, chercheur au MIT.

Cela ne représente toutefois qu'une fraction de la production mondiale de déchets numériques (53,6 millions de tonnes en 2020, selon le rapport annuel du moniteur mondial des "e-déchets").

L'activité des mineurs de bitcoin avait déjà été critiquée pour son utilisation intensive d'électricité.

Le Cambridge bitcoin electricity consumption index (CBECI) estime que la consommation an-

nuelle du bitcoin pourrait atteindre 98 TWh (térawatt-heure), soit 0,4% de la production électrique mondiale, ou un peu plus que la consommation des Philippines.

Pour les amateurs de la cryptomonnaie, cette énergie dépensée assure la sécurité du réseau.

Mais elle inquiète également certains adeptes, de plus en plus nombreux alors que le prix du bitcoin a grimpé de plus de 330% sur un an -- la première cryptomonnaie s'échangeait pour 47.410,09 dollars vendredi.

Le patron de Tesla, Elon Musk, qui avait investi une partie de la trésorerie de son géant des véhicules électriques en bitcoin, a annoncé qu'il n'accepterait plus les paiements en cryptomonnaie tant que cette question ne serait pas résolue.